



ORGANISATION DES NATIONS UNIES

L'Algérie brillamment élue membre du Conseil des droits de l'Homme

P 3

SOMMET D'ALGER

Une chance inouïe pour le monde arabe

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro

P 2

Mercredi 12 octobre 2022 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°5661 - 19^e année

LE PRÉSIDENT ORDONNE LA REPRISE EN MAIN DU MARCHÉ ET DE SÉVIR CONTRE CEUX QUI PROVOQUENT, À DESSEINS, LES PÉNURIES ALIMENTAIRES

L'État « sans pitié » envers les spéculateurs !

► **Déjà 23 mis en cause déferés devant le tribunal de Sidi M'hamed**

LIRE EN PAGE 3



Ph : APS

BENABDERRAHMANE À L'OUVERTURE DU FORUM ALGÉRIE-UE



« L'Algérie cherche à renforcer sa production en énergie »

P 2

RECONCILIATION PALESTINIENNE

Hamas-El Feth, la bonne entente ?

P 3

ELIZABETH BORNE SUR RFI :



« Le problème de visas sera réglé dans les prochaines semaines »

P 4

LE 14^e SALON « ALGER INDUSTRIES » DU 10 AU 13 OCTOBRE

Pour un climat favorable à l'investissement étranger

P 5

HIPPODROME BAZER SAKHRA - EL EULMA, CET APRÈS-MIDI À 16H00

Un bel engagement pour Dhikra

P 14

BENABDERRAHMANE À L'OUVERTURE DU FORUM ALGÉRIE-UE

« L'Algérie cherche à renforcer sa production en énergie »

Le Premier ministre, Aïmen Benabderrahmane, a présidé, hier à Alger, la cérémonie d'ouverture du Forum d'affaires Algérie-UE sur l'énergie, organisé pour promouvoir les investissements et les partenariats industriels entre les entreprises algériennes et européennes en matière de gaz naturel et des énergies nouvelles et renouvelables.



PH : APS

Dans son allocution à l'ouverture des travaux du Forum, le Premier ministre a appelé les opérateurs et les entreprises européennes activant dans le domaine de l'énergie à coopérer avec l'Algérie pour lui permettre d'augmenter ses capacités de production dans le domaine des hydrocarbures notamment le gaz, afin, ajoute-t-il encore, de consacrer et réaliser un intérêt commun et surtout garantir la sécurité énergétique pour les deux parties et aller de l'avant pour une transition énergétique souple et juste dans le cadre d'un développement durable, assurant que la pérennité de l'approvisionnement en énergie de façon durable, compétitive et sécurisée

est l'un des piliers fondamentaux pour garantir la stabilité et le développement mutuel entre l'Algérie et l'UE. « Le Forum constitue une occasion importante et la pierre angulaire pour consolider le rapprochement et la complémentarité entre les parties concernées et les différents opérateurs des deux rives pour réussir une transition énergétique juste et équitable », a déclaré le Premier ministre, rappelant que le Forum se tient dans une conjoncture à part, caractérisées par plusieurs développements, économiques et géopolitiques, qui ont fait de la question énergétique la priorité des préoccupations sur le plan international vu son importance dans l'impulsion et le développement économique dans tous les

pays. « L'Algérie dispose d'énormes réserves non exploitées en gaz et pétrole notamment au sud-est, au Nord du pays et en mer, ce qui offre de grandes opportunités d'investissements pour les partenaires de l'Algérie », a fait savoir M. Benabderrahmane. Et d'expliquer, dans le même ordre d'idées, que l'objectif de l'Algérie, qui cherche à renforcer sa production en énergie, n'est pas seulement de subvenir à ses besoins locaux en la matière, mais de jouer un rôle important sur le marché régional et international en tant que partenaire fiable et crédible avant de rappeler les récentes découvertes en gaz qui renseignent sur le potentiel algérien. Ce forum de deux jours, 2ème du genre après celui tenu

en 2016, réunit plusieurs ministres, dont le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, la Commissaire européenne à l'énergie, Kadri Simson, le président du CNESE, en plus de parlementaires, de représentants des ambassades des pays de l'UE accrédités en Algérie, de hauts cadres de ministères, entreprises et Institutions nationales ainsi que des associations industrielles et organisations patronales. Il a pour objectif de promouvoir les investissements et les partenariats industriels entre les entreprises algériennes et européennes dans le secteur de l'Énergie et d'engager des partenariats mutuellement bénéfiques, à la lumière de la situation énergétique actuelle. Le programme de cette rencontre comprend des panels de haut niveau sur le gaz naturel, les énergies nouvelles et renouvelables, l'efficacité énergétique ainsi que l'hydrogène. Des rencontres B2B et une exposition sont organisées en marge du forum pour permettre aux participants de discuter des opportunités de partenariat et d'investissement entre l'Algérie et l'UE. Pour rappel, le Forum a été précédé, lundi, par la tenue de la 4ème réunion annuelle de haut niveau du dialogue énergétique entre l'Algérie et l'Union européenne, sous la coprésidence de M. Arkab et de Mme Simson. **Brahim oubellil**

DEVANT LES PARTENAIRES EUROPÉENS

Arkab plaide pour des investissements « gagnant-gagnant »

Après la 5ème session du Comité intergouvernemental de haut-niveau entre l'Algérie et la France tenue à Alger en début de semaine, soldée par la signature de onze 11 accords de partenariat entre les deux parties, l'Algérie, pays incontournable et l'Union européenne (UE), en tant que bloc économique réaffirment leur volonté commune de renforcer les relations de partenariat dans le domaine énergétique. La 4ème réunion annuelle du dialogue politique de haut niveau sur l'énergie, tenue lundi à Alger, et coprésidée par le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab et le Commissaire européen à l'Énergie, Kadri Simson, était une occasion pour les deux parties pour réitérer leur volonté à aller de l'avant dans le partenariat énergétique. Dans une déclaration à la presse à l'issue de cette rencontre, M. Arkab, a affirmé que "les deux parties ont renouvelé leur volonté commune de renforcer les relations dans le domaine de l'énergie, à travers la poursuite des échanges et des concertations dans le cadre des groupes de travail d'experts, au sujet du gaz naturel et les perspectives de développement des infrastructures et de l'électricité, notamment le raccordement électrique, les énergies nouvelles et renouvelables et l'efficacité énergétique". À l'occasion, le ministre algérien n'a pas manqué d'inviter les entreprises des Etats de l'UE à "saisir toutes les opportunités" pour continuer à développer le partenariat avec l'Algérie, à travers des investissements basés sur le principe "gagnant-gagnant". Lors de cette réunion, il a été question, ajoute, M. Arkab d'examiner les moyens de renforcement de la coopération bilatérale dans le domaine de l'énergie, d'évoquer les sujets d'intérêt commun, notamment ceux relatifs à l'encouragement des investissements dans le domaine des hydrocarbures, en amont et en aval, le développement de l'hydrogène vert et les perspectives d'une coopération future, à même de réduire les gaz à effet de serre. "L'Algérie est un

partenaire stratégique, sûr et crédible en matière d'approvisionnement en énergie", ce constat a été réaffirmé lors de cette rencontre, affirme le ministre. Pour sa part, la Commissaire européenne à l'énergie, Kadri Simson, a réaffirmé la disponibilité de l'Union européenne (UE) "à consolider et à développer davantage un partenariat énergétique avec l'Algérie", assurant que l'Algérie reste "un fournisseur important et fiable". Et d'ajouter : « les liens dans le secteur de l'énergie entre l'Algérie et l'UE et ses États membres sont historiques, forts et profonds ». "Nous voulons les consolider et développer davantage un partenariat énergétique qui soit mutuellement bénéfique aux peuples algérien et européens", a-t-elle indiqué. À ce propos, la commissaire européenne a affirmé avoir proposé au ministre de l'Énergie trois domaines "très prometteurs" dans le secteur de l'énergie où l'Algérie et l'UE peuvent avoir une "coopération gagnant-gagnant". Le premier domaine concerne le gaz, a-t-elle précisé tout en rappelant que "l'Algérie a longtemps été, et est toujours, un fournisseur important et fiable de gaz naturel pour l'UE". Selon Mme Simson, l'UE et l'Algérie gagneront toutes les deux à augmenter les volumes de gaz algérien potentiellement disponibles à l'exportation vers l'Europe". Cette augmentation pourrait être réalisée "en coopération avec des entreprises européennes, en exploitant de nouveaux champs gaziers" en Algérie, a-t-elle mentionné. Une autre voie "prometteuse pour les deux pays pour augmenter les exportations de gaz, consiste à réduire davantage les émissions de méthane et le torchage, ce qui rendrait plus de gaz disponible pour le commerce", a-t-elle également soutenu. Dans ce sillage, Mme Simson a fait savoir qu'elle a proposé, lors de la réunion, "un projet concret de coopération au ministre de l'Énergie, M. Arkab". Tout en faisant état d'une "discussion excellente" avec M. Arkab, la commissaire européenne a souligné également que le deuxième domaine

d'intérêt commun est celui des énergies renouvelables. Dans cette optique, elle a fait observer que l'Algérie "dispose d'abondantes sources d'énergies renouvelables, solaires et éoliennes" qui lui permettent de "devenir un leader mondial dans la production de l'énergie propre, pour la consommation locale mais aussi pour l'exportation, y compris vers l'Europe". A ce propos, elle a indiqué que les deux parties travaillent déjà ensemble sur le développement des énergies renouvelables avec le projet commun "Taka Nadhifa" (énergie propre ndr). "L'UE est prête à faire beaucoup plus dans ce domaine et à mobiliser un financement européen important du Fonds européen pour le développement durable en coopération avec nos banques de développement comme la Banque européenne d'investissement et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement", a-t-elle fait savoir. Le 3ème domaine de coopération cité par Mme Simson est celui de l'hydrogène vert, affirmant qu'"un éventuel partenariat UE-Algérie sur l'hydrogène pourrait permettre de développer la production, la consommation et le commerce d'hydrogène renouvelable et de dérivés". "Nous devons travailler ensemble pour créer les bonnes conditions pour attirer les investissements et promouvoir les partenariats des entreprises européennes et algériennes", a-t-elle plaidé par ailleurs. Pour rappel, cette 4e réunion s'inscrit dans le cadre des mécanismes de dialogue instaurés par le partenariat stratégique entre l'Algérie et l'UE dans le domaine de l'énergie. Ce partenariat couvre l'ensemble des sujets d'intérêt commun, à savoir le développement des investissements dans l'exploration et la production des hydrocarbures, les perspectives de développement de l'industrie gazière, de l'hydrogène et de l'électricité, ainsi que la coopération dans le domaine des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.

B. O.

KADRI SIMSON,
COMMISSAIRE
EUROPÉENNE À L'ÉNERGIE
**«L'Algérie
est l'un des
partenaires les
plus fiables»**

Les dirigeants européens ne ratent aucune occasion pour rappeler le « sérieux » de l'Algérie en ce qui concerne le respect des engagements commerciaux engagés avec ses partenaires étrangers et son potentiel énergétique. Hier, à l'occasion du Forum d'affaires Algérie-UE sur l'énergie, qui se tient à Alger, et présidé par le Premier ministre, Aïmen Benabderrahmane, la Commissaire européenne à l'énergie, Kadri Simson, a affirmé que « l'Algérie est l'un des partenaires "les plus fiables" pour l'Union européenne (UE) dans le domaine de l'énergie. "Face à la turbulence des marchés de l'énergie en Europe, il est tout naturel que l'Union européenne se tourne vers l'un de ses partenaires les plus fiables et les plus sûrs : l'Algérie", a-t-elle dit à ce sujet. "Notre vision de la coopération doit être inclusive et bénéfique pour les deux parties. Le rôle de l'Algérie ne doit pas se limiter à celui de fournisseur traditionnel de gaz pour le marché européen. Il faut qu'il touche d'autres domaines énergétiques", a-t-elle poursuivi. L'UE et l'Algérie peuvent conjointement renforcer de manière durable leur coopération énergétique, estime M. Simson, assurant que le volet du gaz est "le maillon central" du partenariat énergétique entre les deux parties. Soulignant que le marché européen est "encore dépendant à 90% des importations de gaz", la responsable européenne s'est réjouie du fait que l'Algérie investit dans de nouvelles explorations gazières et de nouveaux projets de production. Me Simson a, également, mis en avant la possibilité d'aider à augmenter le volume de gaz algérien disponible pour l'exportation en "récupérant le gaz perdu lors du torchage, de l'évent ou des fuites de méthane", précisant que cette question a été évoquée, la veille, lors de sa rencontre avec le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab. « Nous avons discuté hier de la manière de développer davantage ce volet. L'UE est prête à apporter son savoir-faire », a-t-elle assuré, soulignant que la nouvelle coopération énergétique entre l'Algérie et l'UE signifie "un travail allant au-delà du gaz", pour toucher la coopération dans les énergies renouvelables et l'hydrogène, tout en rappelant que l'Algérie détient le plus grand potentiel d'énergie solaire au monde", et que "l'UE est prête à aider l'Algérie à libérer pleinement ce potentiel". Et de conclure : "notre objectif est de créer des liens concrets, des relations d'affaires durables, de favoriser la confiance et d'aider à définir ce que tous les acteurs et parties prenantes peuvent faire pour renforcer le lien entre les entreprises algériennes et européennes du secteur de l'énergie". **B.O.**

LE PRÉSIDENT ORDONNE LA REPRISE EN MAIN DU MARCHÉ ET DE SÉVIR CONTRE CEUX QUI PROVOQUENT À DESSEINS LES PÉNURIES ALIMENTAIRES

L'Etat « sans pitié » envers les spéculateurs !

Au moment où le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, prend des décisions en vue d'améliorer autant que faire se peut le pouvoir d'achat des Algériens, les marchands avides d'argent nagent à contre sens et défient même l'autorité de l'Etat.



PH : APS

Ces marchands indéliçables sont désormais dans le collimateur de la justice et paieront fort le prix de leurs crimes, pour avoir notamment marchandé le pouvoir d'achat du citoyen qui n'est pas exempté comme actes de graves conséquences sur le front social.

Les spéculateurs, ces criminels qui règnent en maîtres sur le marché, provoquent à dessein des pénuries alimentaires

pour assouvir leur soif insatiable en gains illicites extorqués de la poche du citoyen. Mais, et désormais, l'Etat les a à l'œil et frappera d'une main de fer contre ces charognards. Il était temps de sévir contre les réseaux des spéculateurs qui trouvent le moyen surnois de constituer des stocks importants en produits alimentaires de base pour provoquer des pénuries en vue d'avoir la main basse sur le marché. Autrement, exercer le diktat sur les prix au détriment des citoyens qui, en ces temps de pénuries

en lait, huile de table, farine et autres produits de premières nécessités, sont contraints à courir derrière pour faire leurs emplettes.

En effet, présidant hier une réunion spéciale consacrée à cette question qui continue à tarauder l'esprit des hautes autorités, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a ordonné aux membres du Gouvernement et responsables des services de sécurité présents, de reprendre le contrôle des organes de l'Etat sur le marché des pro-

duits alimentaires. Et, deuxième instruction, sévir d'une main de fer contre les spéculateurs qui semblent avoir joui des années durant dans l'impunité.

Précisément, cette réunion spéciale a planché sur le contrôle du marché et la lutte contre la spéculation. Durant ses travaux, les discussions ont porté sur « la situation actuelle du marché, les perturbations dans la distribution de certains produits de consommation et le diagnostic du dysfonctionnement », précise un communiqué de la présidence de la République. Une rencontre à l'issue de laquelle, le Président Tebboune a donné des instructions pour lutter sans merci et contrer avec énergie et les auteurs derrière ces comportements de nature criminelle qu'ils portent gravement atteinte aux décisions de l'Etat et portent préjudice au pouvoir d'achat du citoyen.

Il convient de souligner qu'ils ont pris part à cette réunion, le Premier ministre et les ministres de l'Intérieur, de la Justice, des Finances, de l'Industrie, de l'Agriculture, du Commerce et des Transports, ainsi que les responsables de tous les organes de sécurité.

Farid Guellil

23 MIS EN CAUSE DÉFÉRÉS DEVANT LE TRIBUNAL DE SIDI M'HAMED L'Etat déclare la guerre aux spéculateurs

L'Etat qui s'était engagé à protéger le pouvoir d'achat des citoyens, aujourd'hui mis à rude épreuve sous l'effet de la spéculation, s'est lancé dans une guerre sans merci contre tous ceux qui seraient derrière la hausse des prix et les tentions sur les produits de large consommation. Ainsi, les poursuites judiciaires se succèdent contre les individus à l'origine de ces pratiques se succèdent. Lundi dernier, pas moins de 23 impliqués dans des affaires de spéculation illicite sur des produits alimentaires de large consommation ont été présentés devant le parquet du tribunal de Sidi M'hamed, section lutte contre le terrorisme. Dans un communiqué du procureur de la République près le même tribunal, il a été précisé que conformément aux dispositions de l'article 11 alinéa 3 du Code de procédure pénale, le procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed, section lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée, porte à la connaissance de l'opinion publique que 23 individus impliqués dans 5 affaires de spéculation illicite provenant des wilayas de Boumerdès, Tebessa, Souk Ahras, Djelfa et Ouargla, ont été présentés ce jour correspondant au 10 octobre 2022 (lundi dernier NDLR) devant le parquet de Sidi M'hamed, section lutte contre le terrorisme. Ces individus ont été poursuivis par voie de procédures d'enquête judiciaire pour crimes de spéculation illicite commise par un groupe criminel organisé, et contrebande constituant par sa gravité une menace sur l'économie nationale, conformément aux dispositions des articles 13 et 15 de la loi sur la spéculation illicite, et l'article 15 de la loi relative à la lutte contre la contrebande, tout en requérant la prononciation de mandats de dépôt à l'encontre des concernés, a précisé la même source. Après avoir entendu les accusés, le juge d'instruction a prononcé des mandats de dépôt à l'encontre de 18 d'entre-deux, ajoute le communiqué du parquet, relevant que 4 mis en cause ont été placés sous contrôle judiciaire et un autre remis en liberté.

LES CHIFFRES AHURISSANTS DE LA GENDARMERIE NATIONALE

D'autre part, le directeur de la sécurité publique et de l'exploitation auprès du commandement de la Gendarmerie nationale, le colonel Lounis Mili, a fait savoir lors d'une conférence de presse conjointe avec des cadres de la Sûreté nationale et de la Protection civile, que les opérations menées par la GN dans le cadre de la lutte contre la spéculation au cours des 9 derniers mois, se sont soldées par la saisie de 1217 tonnes de farine, 951 tonnes de blé tendre, de 91 tonnes de blé dur ainsi que 285 tonnes de semoule, 14 tonnes de poudre de lait, 28.483 de sacs de laits, et 380.648 litres d'huile. Il a été également saisi dans le cadre de la même opération, 16,5 tonnes de sucre et 57 tonnes de pâtes. Le colonel Mili a indiqué, d'autre part, que ses services ont traité, durant la même période, 423 affaires liées à la spéculation ce qui a mené à l'arrestation de 536 personnes, la mise sous mandat de dépôts de 72 personnes et 26 autres sont sous contrôle judiciaire.

Ania Nch

R. N.

Omar Soualah

ONU

L'Algérie brillamment élue membre du Conseil des droits de l'Homme

L'Algérie a été brillamment élue, hier, en tant que membre du Conseil des droits de l'Homme (CDH) des Nations unies pour la période 2023-2025, en reconnaissance à son rôle de pays pivot dans sa région, soucieux de promouvoir les principes et valeurs des droits de l'Homme dans le monde. L'Algérie a récolté 178 voix au cours du scrutin qui s'est déroulé à New York lors de la 17e séance plénière de l'Assemblée générale de l'ONU, et à l'issue duquel 14 nouveaux pays rejoindront cet organe intergouvernemental du système

onusiens chargé de renforcer la promotion et la protection des droits de l'Homme dans le monde, faire face à des situations de violation des droits de l'Homme et formuler des recommandations à leur sujet. Cet organe onusien est composé de 47 membres élus pour un mandat de trois ans, selon une répartition géographique qui donne 13 sièges aux Etats africains, 13 sièges également aux Etats d'Asie-Pacifique, 8 sièges aux Etats d'Amérique latine et des Caraïbes, 7 sièges aux Etats d'Europe occidentale et autres et 6 sièges aux Etats d'Europe de l'Est.

L'accession de l'Algérie au CDH, à partir du 1er janvier 2023 pour la 3e fois depuis la création de cet organe en 2006, lui permettra non seulement d'œuvrer à la promotion et à la protection des droits de l'Homme à travers le monde mais aussi de confirmer la place qui est la sienne au concert des nations et confortera sa candidature pour un siège de membre non permanent au Conseil de sécurité de l'ONU pour la période 2024-2025 dont les élections se tiendront en juin 2023.

GENDARMERIE NATIONALE

20 tonnes de farine saisies à Bouira

En application de la loi 15/21 régissant sur la lutte contre toutes formes de spéculation illégale, les éléments de la Gendarmerie nationale relevant du groupement de la wilaya de Bouira, ont réussi avant-hier la saisie de 200 sacs de farine, soit 20 tonnes, destinés à la spéculation. En effet, selon un communiqué émanant de la cellule de communication du groupement de la gendarmerie de la wilaya de Bouira, les éléments de la Gendarmerie nationale relevant de la brigade de gendarmerie de la commune d'El-Khabouzia, sise dans la daïra d'Aïn Bessem au Nord/Ouest de Bouira, et suite à des informations qui leur ont été envoyées ont saisi une importante quantité de farine destinée à la spéculation. Les hommes en vert ont reçu un

appel indiquant qu'un camion de gros tonnage avec, à son bord, pas moins de 20 tonnes de farine qui était stationné à la lisière de la ville d'El-Khabouzia. Aussitôt les gendarmes se sont rendus sur les lieux et après vérification ils ont découvert la marchandise en question, laquelle marchandise était transportée sans autorisation ni registre de commerce. Le transporteur a été conduit immédiatement dans les locaux de la brigade de la commune d'El-Khabouzia où il a été entendu sur procès verbal avant d'être présenté devant le procureur instructeur près le tribunal d'Aïn Bessem. La marchandise a été saisie et le camion qui la transportait a été mis à la fourrière en attendant la fin de l'enquête diligentée par les enquêteurs du groupement

de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Bouira. Par ailleurs, il convient de souligner que les éléments des services de la sécurité des deux corps confondus Gendarmerie nationale et sûreté nationale secondés par les inspecteurs de la lutte contre toutes formes de spéculation

relevant de la direction du commerce de la wilaya de Bouira, se redéployent sur le terrain ce qui a conduit à la saisie d'importantes quantités de produits alimentaires, notamment destinés à la spéculation.

RÉCONCILIATION PALESTINIENNE

Hamas-El Feth, la bonne entente ?

Annoncée depuis quelques jours, la réunion de réconciliation palestinienne engageant quelque 12 factions (dont les mouvements Hamas et Fatah) en quête de ressouder ses rangs, s'est ouverte, hier à Alger, pour se poursuivre aujourd'hui. Les frères palestiniens devaient se mettre d'accord sur la « vision algérienne » concernant la réunification des rangs des belligérants, le tout dans un round de dialogue où les participants auront à exprimer leurs avis sur l'initiative de rapprochement proposée par notre pays. A rappeler que le projet de réconciliation palestinienne a été initié par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui en a fait part en décembre 2021 à l'occasion de la visite en Algérie du président Mahmoud Abbas. Ainsi, un laborieux travail mené par notre diplomatie des mois durant, les factions palestiniennes se réunissent, enfin, autour d'une table, pour examiner les propositions de l'Algérie concernant la réconciliation inter-palestinienne.

F. G.

SOMMET D'ALGER

Une chance inouïe pour Le monde arabe

Le journaliste et écrivain libanais, spécialiste des questions géopolitiques dans le monde arabe, Sami Kleib, estime que le Sommet arabe, qui se tiendra à Alger les 1er et 2 novembre, est le «Sommet d'une chance inouïe», pour des raisons qu'il a énumérées sur les ondes de la chaîne 3 de la Radio algérienne dont il était, hier matin, l'invité de la rédaction.

Comme facteur principal de cette «chance inouïe», il cite l'Algérie en tant que pays organisateur, qui a les légitimités (populaire et révolutionnaire) pour faire réussir le Sommet. Il y a également le changement radical qui s'installe dans des pays arabes, qui étaient tout le temps alliés aux États-Unis. Il donne l'exemple de l'Arabie saoudite, qui a adopté, selon lui, une position excellente, qui a commencé à tenir tête aux États-Unis et a réussi jusqu'à présent, affirme-t-il. Ce changement radical doit être maintenu, le Sommet peut donner cette opportunité. En fait, selon lui, les pays arabes ont besoin d'avoir un peu plus de « nif » algérien, de la fierté algérienne. Il reste, toutefois, réaliste, « il n'y aura peut-être pas de miracle, mais certainement un début de quelque



Ph: DR

chose que l'Algérie- c'est ce qu'il espère- va réussir à faire ». Il fait constater que l'Algérie essaie de sauver la Ligue arabe, pour l'extirper de « l'esprit suicidaire qui a régné dans le monde arabe pendant une trentaine d'années ». Il est revenu sur la destruction de l'Irak par les États-Unis et la Grande Bretagne qui ont envahi ce pays sur la base de mensonges. Il rappelle que cinq pays arabes ont été détruits ou ont subi des tentatives de destruction. Mais, avec le recul, les « printemps arabes », les guerres en Irak, en Syrie, en Libye, au Yémen, ont amené à se poser des questions, que ça soit au niveau populaire ou des dirigeants arabes, dit-il. Sami Kleib pense que les dirigeants des pays arabes prennent, maintenant, en considération les aspirations de leurs peuples. Il y a encore énormément de différences entre les pays arabes, fait-il observer, d'où le travail de la diplomatie algérienne pour apaiser, mais il y a un début de prise de conscience dans le monde arabe, seulement on est loin de se réunir. Il relève que la

diplomatie arabe a bien œuvré pour qu'il n'y ait pas de blocage avant le Sommet, en référence à la question du retour de la Syrie au sein de la Ligue arabe. Le journaliste et écrivain libanais considère que l'on est au début d'un chemin très long. Ce qu'il propose : commencer par un projet réaliste qui répondrait aux aspirations des populations arabes, essayer de réconcilier les Arabes d'abord et puis relancer un projet, donner la priorité politique à la question palestinienne et s'unir sur des projets économiques, scientifiques, technologiques, ... résoudre le problème du chômage, de l'analphabétisme. Commençons, dit-il, par la question palestinienne qui est prioritaire. Il estime, dans ce sens, que l'Algérie joue un rôle primordial, elle peut, affirme-t-il, relancer le socle pan-arabe à partir de sa position honorable de défense de la cause palestinienne. Il souhaite que les factions palestiniennes, que l'Algérie essaie de réunir, arrivent à dépasser leurs clivages. L'Algérie a adopté une position ferme sur la cause palestinien-

ne, mais, fait remarquer Samy Kleib, il y a des pays, pas seulement arabes, qui ne veulent pas que le projet algérien, visant à réunifier les rangs palestiniens et à stopper la «normalisation», réussisse ; des pays qui ne veulent pas que l'Algérie reprenne son rôle régional, que ce soit en Afrique ou ailleurs, sur le plan arabe.

LA CAUSE PALESTINIENNE EST UN PRÉALABLE

Pour Sami Kleib, si les factions palestiniennes acceptent la vision algérienne et dépassent leurs clivages, c'est un bon début. Signeront-ils un accord avant le Sommet? Son interrogation est adressée sans doute aux factions palestiniennes qui se réunissent à Alger à l'initiative du président Abdelmadjid Tebboune. On sait que, sur le terrain, en Palestine occupée, le peuple a imposé l'unité d'action aux organisations de la résistance, qu'elle soit populaire ou armée, et même dans les geôles des forces d'occupation sionistes, parmi les détenus en grève de la faim.

M'hamed Rebah

Brahim Merad supervise l'opération d'accréditation

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, s'est enquis lundi à la direction des titres et des documents sécurisés, des préparatifs pour la sécurisation du sommet arabe, en ce qui concerne l'attribution des accréditations, selon un communiqué du ministère. Le ministre a tenu à saluer les efforts consentis par les jeunes compétences algériennes qui ont veillé à développer un système électronique intégré et moderne, répondant aux standards internationaux, en prévision de ce rendez-vous arabe. Brahim Merad a affirmé « la nécessité de poursuivre le travail, avec le plus haut degré de responsabilité et de vigilance pour assurer le déroulement de cet événement dans les meilleures conditions », cite le communiqué.

Au cours de la même visite, le ministre de l'Intérieur a ordonné d'envisager à revoir après le sommet arabe la nature juridique et le cadre des travaux de la Direction. Fournir des services innovants à tous les niveaux, national, régional et

international, dans le domaine de la production de documents sécurisés et de l'organisation de grands événements de nouvelles perspectives à la hauteur de la stra-

tégie prometteuse de modernisation approuvée par le président de la République.

M.Seghilani

LE PRÉSIDENT DU PARLEMENT ARABE « Le Sommet d'Alger revêt une importance exceptionnelle »

Le président du Parlement arabe, Adel Ben Abderahman Al-Assoumi a affirmé hier dans un communiqué, que le sommet arabe d'Alger, revêt "une importance exceptionnelle de par la date et le lieu", car intervenant à un moment charnière marqué par les défis croissants auxquels les pays arabes sont confrontés. Ce qui exige, a-t-il dit, l'intensification de la coopération et de la solidarité arabe et la dynamisation de l'action arabe commune pour faire face aux défis régionaux et internationaux afin d'assurer un avenir meilleur aux générations actuelles et futures. "La tenue du prochain sommet arabe en Algérie consacre les efforts soutenus consentis sous la conduite du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en vue de soutenir les questions de la Nation arabe et défendre leurs causes dans les foras régionaux et internationaux", a indiqué M. Al-Assoumi. Le président du Parlement arabe s'est dit pleinement confiant "en la capacité de la République algérienne d'assurer la réussite du sommet et d'aboutir aux résultats escomptés au mieux des aspirations du peuple arabe à la sécurité, au développement et à la stabilité".

R. N.

ÉLIZABETH BORNE À RFI :

« Le problème de visas sera réglé dans les prochaines semaines »

Le problème de visas Schengen fortement réduit depuis 2021 notamment par la France au profit des Algériens n'a pas été réglé lors de la visite de la Première ministre française Elizabeth Borne.

En effet, dans un entretien accordé lundi soir à la Radio France internationale (RFI), Elizabeth Borne a abordé cette question qui suscite des tensions entre les deux pays faisant état « d'échanges intenses » sur ce dossier entre le ministre français de l'Intérieur Gérard Darmanin et son homologue algérien Brahim Merad. La Cheffe du gouvernement française s'est dit « confiante qu'ils déboucheront rapidement ». « Je pense que les échanges qui ont pu intervenir entre Gérard Darmanin et son homologue, qui vient d'être nommé, ont été très utiles. Je pense qu'on se comprend bien, qu'on a pu partager nos attentes réciproques, et je n'ai pas de doute que c'est quelque chose qui va pouvoir se régler maintenant rapidement », affirme-t-elle, précisant : « Je pense que (le règlement du problème, ndlr) dans les prochaines semaines certainement ». Notant qu'avant sa visite en Algérie, la Première ministre française, a déclaré à ce sujet aux médias nationaux que « délivrer un visa est un acte de souveraineté. Nous souhaitons clarifier notre approche commune de l'immigration pour être plus constructifs et mettre en avant la mobilité choisie des étudiants, des entrepreneurs, des responsables politiques, des chercheurs, des acteurs culturels et sportifs, en étant aussi plus rigoureux dans la lutte contre l'immigration clandestine ». Elizabeth Borne ajoute : « Nous dialoguons avec les autorités algériennes pour faire en sorte que notre coopération en matière migratoire soit plus fluide et plus efficace, car le renforcement des mobilités légales et le découragement des mobilités illégales ne peut qu'être un intérêt partagé ».

« 85 000 VISAS DÉLIVRÉS AUX ALGÉRIENS JUSQU'AU 31 AOÛT »

Pour elle encore, « contrairement à ce qu'on entend souvent, la France n'a pas cessé de délivrer de visas aux Algériens, puisque plus de 85 000 visas ont été délivrés cette année au 31 août, alors que les conditions de circulation étaient encore contraintes par la crise sanitaire ».

Lors de sa visite en août dernier, le président français Emmanuel Macron a exprimé son souhait de travailler ensemble avec le président de la République, Abdelmadjid Tebboune sur la question des visas. « Nous souhaitons avoir une approche beaucoup plus souple sur l'immigration choisie, c'est-à-dire les familles de binationaux, mais aussi les artistes, les sportifs, les entrepreneurs et les politiques qui nourrissent la relation bilatérale », avait déclaré Macron. Dans ce cadre-là, « on souhaite pouvoir améliorer les délais [d'obtention des visas], avait-il précisé, ajoutant que « si on simplifie un peu les procédures, (cela permet) d'avoir une lisibilité plus rapide et d'éviter d'engager trop de frais ». Il importe de rappeler qu'en novembre 2021, Paris avait réduit de 50% le nombre de visas accordés à l'Algérie en raison, selon elle, « du refus » des pays du Maghreb de délivrer les laissez-passer consulaires nécessaires au retour des immigrés refoulés de France. Aussitôt, Alger avait dénoncé une décision unilatérale « sans consultation préalable avec la partie algérienne ». Le ministère des Affaires étrangères avait ensuite qualifié la décision du gouvernement français d'« acte malencontreux qui frappe de précarité et d'incertitude un domaine sensible de coopération postulant la confiance ainsi que le respect de la dignité des personnes humaines et des engagements pris par les deux gouvernements ».

Sarah Oub.

LE 14^E SALON « ALGER INDUSTRIES » DU 10 AU 13 OCTOBRE

Pour un climat favorable à l'investissement étranger

Organisé par la société BATIATEC EXPO, sous le haut patronage du ministre de l'Industrie, la 14^e édition du Salon « Alger Industries » a ouvert ses portes, lundi, au Palais des expositions de la SAFEX, au niveau du pavillon Ahaggar. Un rendez-vous qui se tiendra jusqu'au 13 du mois en cours.



Ph : Mourad Sid

Sur un espace d'exposition commerciale de plus de 2 000 m², ce salon est devenu, au cours des dernières années, un des plus importants dans les domaines du secteur industriel, permettant aux différents fournisseurs et clients potentiels, de faire le point sur la situation du marché. Parmi les 70 exposants présents une dizaine d'opérateurs internationaux prennent part à ce rendez-vous économique majeur, dont plusieurs entreprises turques. Dans un contexte de forte concurrence internationale, offrir aux investisseurs un cadre juridique propice est primordial. En effet, pour une économie algérienne qui cherche à se diversifier pour réduire sa dépendance à l'exportation des hydrocarbures, l'ouverture vers de nouveaux horizons passe inévitablement par la création de conditions idoines en vue de favoriser l'investissement étranger. Un compromis que l'Etat algérien se doit d'établir avec ces potentiels investisseurs. Il s'agit ainsi de créer des conditions favorables pour offrir aux investisseurs un climat d'affaire opportuniste.

BARBAROS UZUNLAR (REPRÉSENTANT DE L'ENTREPRISE TURQUE EKOTEK)

« Le marché algérien est pro-

metteur, mais les procédures douanières et fiscales sont plus exigeantes »

C'est sur ce point que le représentant de l'entreprise turque EKOTEK, spécialisée dans la fabrication de systèmes de chauffage, à savoir Mr. Barbaros Uzunlar, rencontré en marge du salon, a attiré notre attention : « Notre société fournit tout type d'accessoires et pièces, les systèmes de chauffage central, les chaudières de chauffage domestique, les chaudières industrielles, les chaudières à pellets, les chaudières à vapeur et générateurs, ainsi que les chaudières à eau surchauffée.

Nous avons 20 ans d'expérience, nous exportons vers 14 pays. Nous concevons des chaudières à combustible solide et liquide pour un rendement élevé. Nos chaudières réduisent les coûts d'exploitation et vous font économiser de l'argent. La caractéristique la plus importante d'EKOTEK est l'efficacité de combustion élevée dans chaque produit », nous explique-t-il. Mais à une question si le marché algérien lui semble prometteur et qu'il reste optimiste quant aux perspectives d'investissement en Algérie, le représentant nous a fait part d'un certain scepticisme, avouant, pour l'occasion travailler beaucoup plus avec la

Tunisie et le Maroc, en ce qui concerne la région d'Afrique du Nord, en raison de certains paramètres déterminants. « Les opportunités sont les mêmes, mais en Algérie, par rapport à des pays comme la Tunisie et le Maroc, les procédures douanières et le régime fiscal est beaucoup plus sévère », nous a confié l'entrepreneur turque.

« NOUS AVONS TOUTES LES CERTIFICATIONS QUI PROUVENT NOS COMPÉTENCES ET NOTRE EFFICACITÉ »

Notre interlocuteur s'appuie, dans ses dires, notamment sur les qualifications dont est pourvue EKOTEK, en guise de preuve que l'Algérie aura tout à gagner en facilitant les procédures au profit des entreprises étrangères. « Nous avons toutes les qualifications requises, notamment EAC, ISO, CE, TSE, et d'autres encore. Nous collaborons dans ce sens avec des pays comme la Russie, le Kazakhstan et le bureau Veritas australien. Aussi, EKOTEK utilise moins de carburant, et procure plus de chauffage. Elle respecte la nature, sans fumée ni odeur. Nos produits ont deux ans de garantie, et c'est un matériel sûr, étant donné que les soupapes de sécurité empêchent le piégeage

de gaz. N'oubliez pas que nous existons depuis 1999 », nous dira-t-il encore. Au regard de ces témoignages, il y a lieu de souligner que dans le nouveau code de l'investissement, comme l'a tant affirmé, et le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et le Premier ministre, Aïmène Benabderrahmane, le gouvernement algérien a récemment pris des mesures pour relancer l'économie et attirer plus d'investisseurs étrangers. Des facilitations et des régimes d'incitations accordés aux investisseurs étrangers jugés par bon nombre d'hommes d'affaires et entrepreneurs, étrangers notamment, extrêmement intéressants. Un code qui offre une lecture plus claire accordée au soutien de l'investissement d'une manière générale.

Des régimes incitatifs plus intelligibles et des facilitations administratives qui, au final, profiteront au climat des affaires et propulseront l'économie nationale vers un avenir fructueux et salubre. Par ailleurs, notons que parmi les principaux partenaires officiels de ce salon, la Chambre de Commerce et d'Industrie Algéro-Française. À ce titre, sans nul doute, les accords et conventions signés récemment entre l'Algérie et la France, dénotent d'une réelle ouverture économique à l'échelle internationale.

Le président Tebboune n'avait-il pas réitéré, le 18 août 2020, lors de ses premiers mois à la tête du pays, alors qu'il présidait l'ouverture de la conférence nationale sur la relance économique et sociale, l'engagement de l'État à accompagner les exportateurs et les investisseurs afin de diversifier l'économie nationale et la mettre sur la voie de la croissance durable ? Une condition sine-qua-non pour le renouveau du secteur de l'investissement, à l'ère d'une Algérie nouvelle en plein essor.

Hamid Si Ahmed

ÉCONOMIE NATIONALE

La LFC prévoit un taux de croissance

de 3,44% à fin 2022

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a fait savoir que le projet de loi de finances complémentaire (PLFC - 2022) comprenait différentes mesures palliatives à la loi de Finances 2022, destinées à la couverture des dépenses supplémentaires en cours.

Il s'agit notamment d'améliorer les salaires et l'allocation chômage et de renforcer les programmes d'investissement public en faveur de certaines wilayas en plus de la réalisation de structures sanitaires, explique-t-il devant les membres de la Commission des finances de l'Assemblée populaire nationale. Concernant l'encadrement de la macroéconomie et financier, les changements principaux opérés sur le PLFC consistent également en le prix référentiel du baril de pétrole évalué à 60 dollars américains au lieu de 45 USD adopté au titre de la LF 2022 ainsi que le cours du marché à 70 USD contre 50 USD (LF 2022). Eu égard à ces indicateurs, le LFC prévoit « 39 mds USD d'exportations d'hydrocarbures à la fin de 2022 soit une augmentation de 40,4% et 18,5 mds USD d'importations de marchandises soit une croissance de 15% ».

La balance des paiements atteindra, selon la LFC 2022, +983 millions USD alors que les réserves de change s'élèveront à 46,28 mds USD l'équivalent de 12 mois d'importations de marchandises et de services. La LFC 2022 prévoit aussi un taux de croissance de 3,44% et une augmentation du PIB hors hydrocarbures à 4,3%, selon le ministre. En outre, la même loi de finances se focalise essentiellement sur la mise en œuvre de mesures urgentes et prioritaires en vue de répondre aux grands objectifs devant stimuler l'activité économique et relancer la croissance outre la réduction de la dépendance aux hydrocarbures, d'après Kassali.

La présente loi vise à maintenir et améliorer les subventions de l'État aux catégories vulnérables les acquis sociaux pour les citoyens qui a des effets mitigés sur les dépenses de l'État, ajoute le ministre. Cette loi comporte une série de dispositions législatives visant à « soutenir le secteur agricole, à promouvoir l'investissement, à renforcer le pouvoir d'achat des citoyens et à conférer une cohérence et simplicité sur les procédures », indique Kassali affirmant que cette loi ne comporte pas de nouveaux impôts et charges fiscales supplémentaires. La hausse des recettes budgétaires prévue au titre de cet exercice s'élève à +23,2% enregistrant 7 000,8 milliards DA, y compris la fiscalité pétrolière qui augmentera à 3 211 milliards DA. Les dépenses budgétaires s'élèvent à 11 610 milliards DA au titre de la loi de finances complémentaire, soit une hausse de 1752 milliards DA par rapport à la loi de finances 2022.

Ces dépenses concernent 7 697 milliards DA alloués aux dépenses de fonctionnement soit une hausse de 1 385 milliards DA afin de prendre en charge principalement la contribution à l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAI) et l'Office national Interprofessionnel du lait et des produits laitiers (ONIL) ainsi que les crédits principaux visant à couvrir l'allocation chômage. Notant que la loi de finances complémentaire prévoit un déficit global de 5 467 milliards DA, selon les chiffres avancés par le ministre.

S. O.

ALLOCATION CHÔMAGE

Plus d'un million de bénéficiaires vont accéder à une formation de courte durée

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine Merabi, a affirmé au forum de la radio algérienne que plus d'un million de personnes concernées par l'allocation chômage bénéficieront d'une formation de courte durée à compter de la rentrée professionnelle prévue le 17 octobre courant.

Merabi a mis en avant l'importance que l'État accorde à la formation professionnelle dans le but de promouvoir les opportunités d'emploi des jeunes et de relancer l'économie en répondant aux exigences du marché du travail par une main-d'œuvre qualifiée. Le ministre a rappelé que "les bénéficiaires de l'allocation chômage sans qualification au nombre de 1.350.000 recensés au niveau national vont bénéficier d'une formation de courte durée au niveau des établissements de formation" indiquant que plus de 340 000 nouvelles places pédagogiques et l'introduction de plusieurs nouvelles spécialités (technicien supérieur en hôtellerie et tourisme, industrie plastique, maintenance des matériels médicaux), incluant 495 spécialités réparties sur 23 branches professionnelles, Merabi a affirmé que « le secteur de la formation professionnelle a mis en place plusieurs

mesures pour que ces spécialités répondent aux exigences de l'économie nationale », pour la même occasion le ministre a indiqué que « le secteur sera renforcé par l'entrée en service de 24 établissements de formation dont la création de 6 instituts nationaux spécialisés et 11 centres de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA) et la promotion de 4 CFPA en instituts nationaux spécialisés », confirmant que les portes du sec-

teur de la formation professionnelle sont ouvertes à toutes les catégories de la société désirant s'y inscrire. Le secteur s'adapte aux nouveautés du besoin du marché d'emploi a dit le ministre insistant que « le secteur a mis en place un programme au profit des personnes aux besoins spécifiques pour leur proposer une formation permettant leur insertion professionnelle et sociale. »

M. Seghilani

RÉCUPÉRATION ET RECYCLAGE DE DÉCHETS

Près de 22 000 opérateurs en activité

Près de 22 000 opérateurs activent dans le domaine de la récupération et du recyclage de déchets, a fait savoir Nadjet Oulmi, directrice de la coopération et de la communication au Centre national du registre de commerce (CNRC), indiquant que la récupération des produits non ferreux « est l'activité la plus sollicitée par ces opérateurs dont le nombre est de 3 947 ». En marge du 6^e Salon international de récupération et de valorisation de déchets (REVADE), Nadjet Oulmi, a indiqué que « le nombre de personnes physiques activant en matière de recyclage de déchets, tous types confondus, avait atteint jusqu'au 9 octobre en cours 14 900 personnes, alors que le nombre de personnes morales s'élève à 7 000, soit un total de 21.900 personnes ». Et d'ajouter que « la récupération des produits

non ferreux est l'activité la plus sollicitée par ces opérateurs dont le nombre est de 3 947 personnes, alors que le nombre de personnes morales est de 1 551 ». selon la même source « l'élimination et le traitement des déchets vient en deuxième position avec 2 945 personnes physiques et 1 548 personnes morales ». Par ailleurs, l'activité de récupération des anciens métaux et le traitement des divers déchets industriels, « fait partie des activités importantes des opérateurs en la matière avec 3 034 personnes physiques et 87 morales », avance Mme Oulmi. D'après la même responsable « le nombre d'activités relatives à la récupération et au recyclage de déchets est de 16 activités ».

L. Zeggane

LES
VERTS
O
D
S

AVEC 23 MINUTES SEULEMENT DE TEMPS DE JEU EN LIGA
CETTE SAISON

Mandi songe à quitter Villarreal l'hiver prochain

Recruté par Villarreal à l'été 2021 dans un transfert libre en provenance du Betis Séville, Aïssa Mandi aborde sa deuxième saison avec le Sous-marin jaune dans la peau d'un remplaçant.

Le défenseur international algérien qui a pris part avec les Verts aux deux matchs amicaux face à la Guinée et le Nigéria, s'est contenté seulement de dix minutes de temps de jeu lors du déplacement de son équipe à Sociedad (défaite 1-0) dimanche passé pour le compte de la 8e journée de Liga.

Et même si quelques jours auparavant le défenseur central des Verts a disputé la totalité de la rencontre face à Austria Vienne (victoire 5-0) en Ligue Europa Conférences, il n'en demeure pas moins que le joueur de 31 ans continue de souffrir le martyr au sein de son club où il est presque tout le temps sur le banc.

D'ailleurs, depuis le début du championnat, l'ancien joueur du Stade Rennais n'a jamais débuté un match sur le terrain. Pire encore, il n'est entré en cours de jeu qu'à trois reprises : le 4 septembre face à Elche (4-0) et le 13 du même mois contre Valladolid (3-0), et dimanche contre Real



Sociedad. Donc au total, Mandi accumule seulement 23 minutes avec Villarreal en Liga cette saison.

Un temps de jeu famélique qui en dit long sur la mauvaise passe que traverse actuellement le Fennec avec son club actuel. Et dire que le joueur a été titularisé à 17 reprises la saison passée avec l'actuel 5e de la Liga. Son futur s'écrit sans doute ailleurs qu'à Castellón.

À ce propos, certains rapports de presse en Espagne évoque un très probable départ de Mandi dès le prochain mercato

hivernal. Les mêmes sources laissent entendre que son ex-club, Betis Séville, serait prêt à le récupérer. Une chose est sûre : Mandi est plus que jamais déterminé à changer d'air. Il sait pertinemment que sa situation en club risque de se répercuter même sur son avenir avec la sélection nationale. Certes, Djamel Belmadi a toujours vanté le sérieux du joueur à l'entraînement, mais il sait lui aussi que rien ne peut remplacer la compétition officielle.

Hakim S.

A LA VEILLE D'IMPORTANTS RENDEZ-VOUS DES SÉLECTIONS JEUNES ALGÉRIENNES

La Fédération française veut bloquer les binationaux

Des sources bien informées ont révélé que le sélectionneur de l'équipe nationale des moins de 20 ans, Mohamed Lacete est en grande difficulté en raison de la possibilité de l'absence de certains de ses joueurs cadres du tournoi nord-africain qualificatif pour la Coupe d'Afrique des nations 2023 en Égypte.

Selon les mêmes sources, les joueurs concernés qui participent activement tous à l'étranger risquent de manquer le tournoi de l'UNAF, prévu en milieu de semaine prochaine, en raison du retard pris dans le processus de leur qualification au niveau de la FIFA. Et bien que ces éléments aient participé à quelques rencontres amicales avec les Verts, comme les deux derniers tournois de la Coupe arabe, et contrairement aux joueurs seniors, qui ne sont tenus que par un engagement écrit pour changer de nationalité sportive, les démarches sont quelque peu compliquées avec les catégories jeunes, étant donné qu'ils sont obligés de communiquer avec les fédérations qui, auparavant, défendaient les couleurs des sélections de leurs pays, afin d'obtenir certains documents, avant de compléter leurs dossiers déposés au niveau de la première instan-



ce footballistique mondiale.

À ce propos, on apprend que la FAF a pris attache dernièrement avec son homologue française pour mettre fin au problème auquel sont confrontés certains binationaux, comme le défenseur gauche Yacine Benahmed, qui sera très probablement absent du rendez-vous nord-africain, au regard du retard accusé par l'instance de Manuel Le Graët à répondre à la demande de la FAF concernant l'obtention de toutes les informations sur la période de participation de ce joueur avec les équipes de France des jeunes catégories.

L'arrière gauche du club belge d'Anvers a participé avec l'équipe de France des

moins de 16 ans à 9 matches, et a également disputé 3 matches avec l'équipe des moins de 17 ans, et donc il devra obtenir l'aval de la Fédération française, avant de participer avec l'équipe nationale aux rencontres officielles.

Et, selon les récents amendements des règlements en la matière apportés par la FIFA, les jeunes joueurs sont contraints d'effectuer certaines démarches administratives, avant de changer de nationalité sportive, et ceci afin de réduire leurs changements fréquents de sélections, ce qui a été déploré par plusieurs fédérations footballistiques. Il faut dire que le cas Benahmed n'est pas le seul du genre auquel est confronté la

FAF. Le problème concerne aussi d'autres noms qui ont joué par le passé pour les équipes jeunes de France sunnites dans des rencontres officielles, tels le joueur du club bordelais Ata Allah Tijjini, qui compte une rencontre avec les Bleus des moins de 17 ans.

Même cas de figure pour le joueur de Le Mon, Cervantes Nouh, qui a joué deux matches officiels avec l'équipe nationale française des U16, tandis que Gaya Yacine a trois matches avec l'équipe U16.

La FAF se retrouve contrainte de saisir la FIFA pour régler ce dossier, vu que la FFF tergiverse délibérément pour répondre à la demande de l'instance algérienne. Une manière de priver l'Algérie de ses talents qui ont décidé de défendre les couleurs de leurs pays d'origine, après des expériences courtes avec les sélections jeunes de France. Même la sélection nationale des moins de 23 ans risque d'être confrontée au même problème avant sa double confrontation contre la République démocratique du Congo dans le cadre de l'avant dernier tour qualificatif à la phase finale de la CAN de cette catégorie, qualificative à son tour aux jeux olympiques de Paris-2024.

H. S.

COMPÉTITIONS AFRICAINES

Le président de la FAF s'engage à accompagner les sélections nationales jeunes

Le président de la Fédération algérienne de football (FAF) Djahid Zefiz, a réitéré son engagement à accompagner les sélections nationales jeunes en mettant à leurs dispositions "tous les moyens pour leur permettre de travailler dans les meilleures conditions de réussite possibles" en vue des prochaines échéances officielles, rapporte la FAF lundi sur son site officiel.

On est au service de nos équipes nationales, on est là pour les mettre dans des conditions idéales de travail et de préparation. Nous sommes à l'écoute du moindre besoin, que ce soit sur le plan du transport par exemple pour rallier un pays du continent, ou autre", a souligné le premier responsable de la FAF, au cours d'une réunion tenue au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa. Il a exhorté les sélectionneurs à redoubler d'efforts pour atteindre les objectifs assignés, précise la



P.H.S. D.R.

même source. Outre Djahid Zefiz, cette réunion a vu la présence du secrétaire général de la FAF Mounir Debichi, le directeur technique national (DTN) par intérim Taoufik Korichi, ainsi que les sélectionneurs Noureddine Ould Ali (U23), Mohamed Lacette (U20)

et Arezki Remane (U17). "Lors de cette séance, fort intéressante, les trois sélectionneurs, ravis et soutenus dans leurs missions respectives, ont présenté, chacun, les programmes de leurs équipes en fonction des échéances qui les attendent pour les semaines et

mois à venir. Pour sa part, le président de la FAF a longuement écouté les exposés des sélectionneurs nationaux qui lui ont détaillé leurs plans d'action pour mener à bien leurs missions", souligne la FAF.

Cette réunion entre le patron de la FAF et les sélectionneurs des jeunes catégories, intervient au lendemain de la visite effectuée par Zefiz à Sidi Bel-Abbès, où il a présidé l'ouverture de la saison académique du Centre technique régional (CTR). Pour rappel, les sélections des U23, U20, U17 sont à la veille d'importantes échéances. Les U23 seront au rendez-vous avec une double confrontation face à la RD Congo (aller : 21-23 octobre, retour : 28-30 octobre), comptant pour le 2e tour des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2023 au Maroc, les U20 prendront part au tournoi de l'Union nord-africaine (UNAF) prévu en Egypte (18-24 octobre), qualificatif à la CAN-2023, alors que les U17 prépareront la CAN-2023, dont la phase finale aura lieu en Algérie (8-30 avril).

CHAN 2022

La CAF inspecte le stade chahid-Hamlaoui à Constantine

Une commission de la Confédération africaine de football (CAF) est arrivée lundi à Constantine pour inspecter le stade chahid-Hamlaoui, en prévision de la 7ème édition du Championnat d'Afrique des nations des joueurs locaux prévue du 13 janvier au 4 février 2023 en Algérie. Dans une déclaration à la presse, le président de la commission locale d'organisation du CHAN, Rachid Oukali, a indiqué, en marge de cette visite d'inspection des chantiers ouverts pour la

requalification de ce stade, que la commission de la CAF a exprimé sa satisfaction quant à l'avancée des travaux en prévision de la tenue de cette compétition continentale. Après avoir exprimé son optimisme concernant l'avancée des travaux des infrastructures sportives, l'intervenant a mis l'accent sur le rôle des autorités locales dans l'accélération de l'opération, soulignant que la commission de la CAF a inscrit dans son agenda nombre de visites d'inspection à ce stade. Il a

rappelé à ce propos l'arrivée de spécialistes dans le domaine de la vente de tickets pour s'enquérir de près du déroulement de cette opération, ajoutant que le stade sera inspecté demain mardi par des spécialistes en sécurité. Selon Oukali, les autorités de la wilaya de Constantine ont effectué un travail "colossal" dont les résultats sont palpables sur le terrain de sorte à permettre d'accueillir "dans des conditions convenables" les matchs du troisième groupe du CHAN 2023. À noter que

le taux d'avancement des travaux de réhabilitation du stade chahid-Hamlaoui dépasse 95 % et ont permis la pose d'une nouvelle pelouse en gazon naturel, du système de drainage et de la piste athlétique, l'équipement des gradins en 23.000 nouveaux sièges, la rénovation des vestiaires et l'aménagement de 26 portes d'entrée électroniques en plus de l'installation d'un écran géant de 84 m2 et l'aménagement de trois terrains d'entraînement et quatre grands parkings pour véhicules.

ÉQUIPE NATIONALE U23

Ould Ali espère trouver "une perle rare" avant d'affronter la RD Congo

Le sélectionneur de l'équipe nationale de football des moins de 23 ans (U23) Noureddine Ould Ali, a indiqué mardi que l'objectif du stage entamé cette semaine au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, était de trouver "une perle rare", en vue de la double confrontation face à la RD Congo prévue en octobre, comptant pour le 2e tour des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2023. "L'effectif devant affronter la RD Congo est arrêté à quelques éléments près, et si on a organisé ce stage c'est dans l'éventualité de trouver une perle rare", a indiqué le coach des U23 au site officiel de la Fédération algérienne (FAF), lui qui a fait appel à de nouveaux joueurs "capables de bousculer la hiérarchie". La sélection nationale U23 poursuit sa préparation au CTN de Sidi Moussa avec au menu un biquotidien que le sélectionneur national, a partagé entre un travail en salle, la matinée sous la conduite du préparateur physique Nasser Daineche, et dans l'après-midi un travail technico-tactique qu'il coordonne avec son adjoint Salim Menad. L'équipe nationale dispute ce mardi après-midi un match amical face au Paradou AC, au stade Omar Benrabah de Dar El-Beïda (Alger). "A l'issue de ce match les joueurs seront libérés et seront dans l'attente de la liste finale qui donnera la réplique, en match aller en déplacement, à la RDC entre le 21 et 23 de ce mois d'octobre", conclut la FAF. En cas de qualification, les "Verts" défieront au 3e et dernier tour (20-28 mars 2023, ndlr) le vainqueur de Ghana-Mozambique.

LIGUE DES CHAMPIONS (2E TOUR PRÉLIMINAIRE/ RETOUR) Un arbitre tunisien pour CRB - Djoliba AC

La Confédération africaine de football (CAF) a désigné un trio arbitral tunisien, conduit par Mahrez Melki, pour diriger le match CR Belouizdad - Djoliba AC (Mali), vendredi au stade du 8-mai 1945 de Sétif (19h30), comptant pour le 2e tour préliminaire (retour) de la Ligue des champions d'Afrique, a annoncé le club algérois mardi sur sa page officielle Facebook. Mahrez Melki sera assisté de ses compatriotes Youcef Djemi et Wail Hannachi, précise la même source. Lors de la première manche disputée dimanche au stade de Bamako, les Maliens l'ont emporté sur le score de 2 à 1. Le Chabab a terminé la partie en infériorité numérique, après l'expulsion des deux défenseurs centraux : Chouaib Keddad et Sofiane Bouchar, dans le temps additionnel. L'autre représentant algérien dans cette épreuve la JS Kabylie, s'est imposée sur le terrain des Togolais d'ASKO Kara (2-1). La seconde manche se jouera samedi au stade du 8-mai 1945 de Sétif (19h00).

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION

La JS Saoura à pied d'œuvre à Oran avant la réception de Sporting Gagnoa

La JS Saoura a pris, lundi soir, ses quartiers à Oran en prévision de la réception de son adversaire ivoirien de Sporting Gagno, samedi prochain au stade Miloud-Hadefi, en match retour du deuxième tour préliminaire de la Coupe de la Confédération africaine de football. La formation du Sud-Ouest du pays a fait un véritable périple avant d'atterrir sur le tarmac de l'aéroport Ahmed-Benbella d'Oran qu'elle a rejoint en provenance d'Abidjan (Côte d'Ivoire) en passant par Tunis puis Alger. Les protégés du nouvel entraîneur de l'équipe de Ligue 1 algérienne, Moufidi Cheroud, auront à refaire un petit retard d'un but après avoir perdu, samedi passé, leur première manche à Yamoussoukro (250 km d'Abidjan) sur le score d'un but à zéro. La JSS, qui dispute pour la deuxième année de suite une épreuve continentale, a choisi d'accueillir son adversaire au nouveau stade de 40.000 places relevant du complexe sportif Miloud-Hadefi, en raison de la non-homologation de son stade à Béchar. Lors de l'exercice passé, les "Canaris" avaient domicilié leurs matchs africains au stade du 5-juillet à Alger. Ils n'ont pu aller au-delà de la phase des poules, rappelle-t-on. Si la JSS, auteur d'un début de très modeste en championnat en collectant sept points en six matchs, passerait l'écueil du Sporting Gagnoa, elle affrontera l'une des équipes éliminées du deuxième tour préliminaire de la Ligue des champions. L'enjeu sera un ticket donnant accès à la phase des poules de la coupe de la Confédération.

Rui Pinto reconnaît avoir recouru au piratage informatique

Lanceur d'alerte à l'origine des révélations "Football Leaks", Rui Pinto a reconnu et regretté avoir obtenu ces informations grâce à des intrusions informatiques illégales réalisées avec "un groupe d'amis", lundi au début de son témoignage devant un tribunal de Lisbonne.

Jugé depuis septembre 2020 pour des faits de piratage informatique et tentative d'extorsion, le Portugais de 33 ans a débuté son interrogatoire en racontant comment il avait eu l'idée, à l'été 2015, de publier sur internet des documents confidentiels sur les dessous du foot-business. "J'étais à Prague avec les amis qui allaient faire partie des +Football Leaks+. On buvait de la bière et on parlait de football, de l'affaire de corruption à la Fifa, très médiatisée à l'époque, et aussi des montages liés au +Third party ownership+ (un mécanisme de tiercé propriété des droits sportifs des footballeurs, ndlr) et aux fonds d'investissement", a-t-il détaillé. Interrogé par la juge présidente sur la façon dont il avait obtenu les documents qu'il allait ensuite rendre publics, le jeune homme a répondu que c'était "à travers des accès illégitimes". "Les premiers, ce n'est même pas moi qui les ai faits. Mais l'information m'a été transmise et elle révélait des pratiques douteuses", a-t-il ajouté. S'il a refusé d'identifier les personnes avec lesquels il travaillait, Rui Pinto a précisé que la première cible de ces cyberattaques avait été le club du Sporting Portugal.

"LE CRIME NE RAPPORTE PAS"

Rui Pinto répond de 89 faits de piratage informatique, qui vont de la violation de correspondance au vol de données et qu'il aurait commis contre le Sporting, le fonds d'investissement Doyen Sports, la Fédération portugaise de football, un important cabinet d'avocats et même des magistrats du parquet portugais. Il est également jugé pour tentative d'extorsion, crime passible d'une peine comprise entre deux et dix ans d'em-



prisonnement. Selon l'accusation, le "hacker" aurait voulu faire chanter le patron de Doyen, le Portugais Nélito Lucas, lui réclamant entre 500 000 et un million d'euros pour cesser de publier des documents compromettants pour ce fonds basé à Malte et contrôlé par une fratrie d'oligarques kazakho-turcs. "J'ai été indigné par ce que j'ai découvert et j'ai décidé de le rendre public. (...) Je n'ai jamais rien fait pour l'argent", avait-il affirmé dans une brève déclaration à l'ouverture du procès. Lundi, il a réaffirmé que ses révélations avaient "apporté de grands bénéfices à la société", tout en disant regretter le recours à des pratiques illégales. "J'ai appris que le crime ne rapporte pas, même quand les intentions sont bonnes. Si je savais ce que je sais aujourd'hui, je n'aurais pas fait ce que j'ai fait. Ma vie est sens dessus dessous". Dernière étape avant les plaidoiries finales, son interrogatoire ouvre la voie à la conclusion du procès, mais il risque de se poursuivre pendant plusieurs séances.

COOPÉRATION "EFFECTIVE"

Rui Pinto a passé plus d'un an en détention provisoire à la suite de son arrestation en Hongrie, en janvier 2019. Ayant accepté depuis de coopérer avec les autorités dans

d'autres affaires, il est à la fois prévenu et témoin protégé. Rui Pinto "coopère de façon effective et pertinente", en permettant aux autorités d'accéder à une masse de données chiffrées contenant des documents inédits en sa possession à Budapest, a témoigné le directeur national de la police judiciaire, Luis Neves, entendu par le tribunal en mai 2021. Après avoir fait ses premières révélations sur un site qu'il a appelé "Football Leaks", Rui Pinto a confié à partir de 2016, sous le pseudonyme de John, des millions de documents à un consortium de médias européens qui a dévoilé des mécanismes d'évasion fiscale, des soupçons de fraude et de corruption mettant en cause certains des plus grands clubs et joueurs. Ces révélations ont conduit à des redressements fiscaux et à l'ouverture de procédures judiciaires dans plusieurs pays d'Europe. Actuellement, Rui Pinto coopère aussi avec les autorités françaises. Le Portugais est également à l'origine des "Luanda Leaks", une enquête publiée en janvier 2020 accusant la femme d'affaires angolaise Isabel dos Santos, fille de l'ex-président José Eduardo dos Santos, d'avoir accumulé de manière frauduleuse une fortune estimée à presque 2 milliards d'euros.

MERCATO

Le Real Madrid a choisi ses trois prochains Galactiques !

Le Real Madrid prépare l'avenir. Les pensionnaires du stade Santiago Bernabéu ont déjà ciblé les trois joueurs qu'ils veulent absolument recruter. Et Kylian Mbappé n'est pas dans le lot.

Le Real Madrid est en quête de ses nouveaux Galactiques. Après une première génération menée par Ronaldo, Zidane, Luis Figo ou encore David Beckham, le club espagnol a ensuite misé sur le trio Cristiano Ronaldo, Kaka et Karim Benzema. Gareth Bale est arrivé par la suite. Florentino Pérez rêve à présent de lancer une nouvelle génération de Galactiques. Pour la mener, le président madrilène a longuement pensé à Kylian Mbappé. Mais le Français a préféré prolonger au Paris Saint-Germain l'été dernier. Si la porte n'est pas fermée pour KM7, il ne serait plus la priorité à l'heure actuelle.

HAALAND FAIT RÊVE FLORENTINO PÉREZ

En effet, les dirigeants espagnols ont établi une liste avec

trois priorités. En tête, on retrouve Erling Haaland (22 ans). Ce n'est pas vraiment une surprise. Déjà approché l'été dernier, il avait rejoint Manchester City, convaincu par Pep Guardiola. Et il a eu raison vu comment il cartonne (20 buts toutes compétitions confondues cette saison). Malgré tout, son père avait laissé la porte ouverte à d'autres clubs dans le futur. Un message qui a été entendu à Madrid. Sky Germany explique que les Merengues veulent recruter Haaland. Ils se tiennent prêts à dégainer en 2024 pour lever sa clause de 150 millions d'euros.

Une information confirmée par Defensa Central. Toutefois, les champions d'Europe 2022 n'auront pas d'avantage sur leurs concurrents comme cela avait été annoncé. Haaland, que Manchester City aimerait prolonger au-delà de 2027, est donc ciblé pour prendre la succession de Karim Benzema, qui devrait étendre son bail jusqu'à 2024. Ensuite, le Norvégien arriverait donc pour prendre le relais. C'est

en tout cas l'objectif de Florentino Pérez. Deux autres joueurs sont aussi sur les tablettes des Espagnols, qui comptent aussi sur Vinicius ou encore Rodrygo pour mener l'équipe dans le futur. On retrouve Jude Bellingham (19 ans). Sous contrat jusqu'en 2025 à Dortmund, il plaît aux Madrilènes.

TROIS JOUEURS PRIORITAIRES POUR 2024

Ils voient en lui un renfort idéal au milieu. Mais il faudrait déboursier plus de 100 millions d'euros.

On parle même de 120 millions d'euros. Le prix à payer pour le déloger du BVB et devancer la concurrence (Liverpool, Chelsea).

Questionné récemment sur le sujet, Bellingham a répondu : "Le futur ? Le Real Madrid ? (rires) Je pense à la situation du moment, je ne pense pas à tout cela. Je ne pense qu'à Dortmund et aux défis que nous avons devant nous et aux objectifs du club". Enfin, Florentino Pérez souhaite

aussi intégrer Endrick (16 ans) au Real Madrid d'ici 2024. La pépite de Palmeiras, qui plaît au Barça, est courtisée par le Real Madrid. Ce serait un vrai pari sur l'avenir, lui qui a encore du chemin à faire pour être considéré comme un Galactique.

Defensa Central précise d'ailleurs que les Merengues ont un atout de taille dans ce dossier puisque l'agence qui représente le talent auriverde est également celle qui gère les intérêts de Vinicius Jr. Les relations sont très bonnes entre l'agence et Florentino Pérez, qui échange directement avec Endrick.

Le patron madrilène s'est assuré que le joueur souhaite venir. Ce qui est le cas puisqu'il rêve de jouer sous la tunique blanche de Madrid. Tous les voyants semblent donc au vert. D'ici 2024, le Real Madrid veut donc injecter du sang neuf avec Haaland, Bellingham et Endrick. Ensuite, les Merengues se calmeront sur le mercato.

Enfin, ce serait l'idée sur le papier...

FIN DE LA SAGA GRIEZMANN

Transféré définitivement à l'Atlético

Cette fois, c'est pour de bon : l'Atlético Madrid et le FC Barcelone ont officialisé lundi le transfert définitif de l'attaquant français Antoine Griezmann jusqu'en 2026 chez les Colchoneros, où il évolue en prêt depuis l'été 2021, en échange de 20 M d'EUR.

La fin d'un feuilleton qui dure depuis cet été. Plongé au cœur d'un imbroglio contractuel qui opposait le club catalan au club madrilène, le champion du monde français a vu son temps de jeu limité à une petite demie-heure par match depuis le début de la saison.

La raison ? Une clause dans son contrat de prêt qui stipulait que si "Grizou" jouait plus de 45 minutes sur 50% ou plus des matches de l'Atlético entre juillet 2021 et juin 2023, les Rojiblancos seraient obligés d'acheter le joueur pour 40 M d'EUR. Une somme bien supérieure à la valeur actuelle du joueur de 31 ans, qui a poussé son entraîneur Diego Simeone à l'utiliser avec parcimonie depuis le début de la saison.

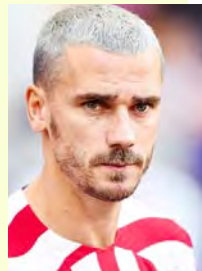
Finalement, les deux clubs sont tombés d'accord sur un transfert définitif à 20 M d'EUR (+ 4 M d'EUR en variables), selon les chiffres confirmés par le président blaugrana Joan Laporta lors de l'assemblée générale du club dimanche. "En plus, si l'Atlético venait à le vendre, il nous verserait la différence pour arriver aux 40 M d'EUR, qui était le chiffre stipulé initialement dans l'opération", a précisé Laporta. Griezmann s'est donc engagé jusqu'en 2026 avec l'Atlético, avec un salaire réduit à 8 M d'EUR nets annuels (contre 12 actuellement) selon la presse.

"LÀ OÙ JE VEUX ÊTRE"

"Heureux d'être là où je veux être. Merci à tous ! Allez Atléti !", a réagi le joueur sur Twitter. C'est donc dans son club de cœur que va rester Griezmann, là où il s'est révélé à la face du monde entre 2014 et 2019, jusqu'à atteindre la finale de la Ligue des champions (2016) et remporter la Ligue Europa (2018).

A l'été 2019, un an après avoir remporté la Coupe du monde avec la France en Russie et après avoir annoncé qu'il restait à l'Atlético dans un documentaire intitulé "La Décision", Griezmann avait pourtant choisi de partir au FC Barcelone. Il était alors devenu l'une des recrues les plus chères de l'histoire du club catalan (120 M d'EUR).

Mais ses deux années décevantes sous le maillot blaugrana l'ont poussé à revenir à l'Atlético à l'été 2021. Samedi, Antoine Griezmann a été titulaire pour la deuxième fois consécutive cette saison, et a contribué à la victoire des Colchoneros 2-1 contre Gérone avec une passe décisive pour Angel Correa dès la 5e minute.



EL-BAYADH. AEP

Un apport de dix millions de mètres cubes au barrage de Brezina

Un apport de dix (10) millions de mètre cubes d'eau est venu renforcer le barrage de Brezina au sud de la wilaya d'El Bayadh, après les pluies qui se sont abattues sur la région, a-t-on appris lundi auprès de la direction des ressources en eau.

Le chef de service alimentation en eau potable, Mahboubi Brahim a indiqué, à l'APS, que l'écoulement des cours d'eau à l'exutoire menant au barrage après les dernières pluies qu'a connues la wilaya, a contribué à augmenter le niveau d'eau du barrage atteignant globalement 21 millions de mètres cubes, soit un taux de remplissage de plus de 16 pc. Il a, par ailleurs, précisé que la capacité de stockage de cet ouvrage hydraulique est de 123 millions m3. À rappeler que les eaux du barrage de Brezina destinées essentiellement à l'irrigation des périmètres agricoles de la région et l'oasis de Brezina, d'une superficie de plus de 170 hectares, ont connu une baisse sensible de leur niveau en raison de la faible pluviométrie. Pour mettre fin aux impacts liés à ce déficit, la direction des



ressources en eau a délivré, depuis le début de l'année en cours, plus de 860 autorisations de fonçage de puits d'irrigation aux agriculteurs et investisseurs à travers l'ensemble des communes de la wilaya y compris ceux qui activent dans les périmètres agricoles, avec réduction des délais d'études des demandes n'excédant

pas un mois, après avis technique de l'Agence nationale des barrages et transferts. Il est prévu, dans ce contexte, l'octroi avant la fin de l'année en cours, de plus de 400 autres autorisations de fonçage de puits, dans le cadre des facilitations accordées par les autorités locales en soutien au secteur agricole, selon la même source.

BATNA. TENIET EL ABED

Mise en service du réseau électrique au profit de 450 foyers

Le réseau électrique au profit de 450 foyers du village Thelath, dans la commune de Teniet El Abed relevant de la wilaya de Batna, a été mis en service lundi. La mise en service du réseau électrique est considérée, selon les explications présentées au wali Mohamed Benmalek, comme une extension des opérations portant approvisionnement en cette énergie en faveur des différents foyers. Une enveloppe financière, estimée à 71,8 millions DA, a été mobilisée pour la concrétisation de cette opération qui s'inscrit dans le cadre du programme quinquennal 2010-2014, selon la même source. La

somme financière, réservée pour le raccordement de chacun de ces foyers, est de l'ordre de 160.000 DA, a révélé, de son côté le directeur de l'énergie et des mines (DEM) Abdelhamid Maâfa, soulignant que l'opération d'extension a consisté en l'installation d'un réseau de transport sur une distance de 19,5 km. Pour le directeur local de la société de distribution de l'électricité et du gaz Adel Salehi, la concrétisation de ce projet d'extension reste l'une des importantes opérations ayant été réalisées dans le cadre de l'alimentation des zones d'ombre de cette région au réseau d'électricité à travers l'installation de sept

transformateurs électriques dont le nombre pourra être renforcé et cela dans le but de raccorder des habitations construites dans des zones montagneuses et éparées. Le wali Mohamed Benmalek a appelé les chefs d'entreprises de réalisation à adhérer à la campagne visant le parachèvement du reste des projets portant approvisionnement des zones d'ombre en énergies gazière et électrique, avant la fin de l'année en cours (2022). La priorité des visites d'inspection des projets sera accordée aux opérations d'alimentation en gaz et électricité, a affirmé le chef de l'exécutif local. Il a révélé à cette occa-

sion que des efforts importants seront déployés pour le raccordement, en ces deux énergies et avant la fin de l'année en cours, différentes zones d'ombre isolées réparties entre les 61 localités de cette wilaya, afin de garantir une couverture globale dans ce domaine. Lors de sa visite de travail et d'inspection de la daïra de Teniet El Abed qui regroupe les communes d'Oued Taga, de Teniet El Abed et de Chir, M. Benmalek a visité des projets de développement liés à l'approvisionnement des zones rurales et des exploitations agricoles en électricité, en eau potable et au réseau d'assainissement.

SIDI BEL-ABBÈS. AGRICULTURE

Nécessaire extension des surfaces dédiées à l'arboriculture fruitière

L'extension des terres dédiées à l'arboriculture fruitière et l'augmentation et la diversification de la production à travers une exploitation moderne et innovante dans ce domaine ont été recommandées lundi à Sidi Bel Abbès. L'accent a été mis sur l'importance de redoubler d'efforts en vue de l'extension des surfaces réservées à l'arboriculture fruitière et augmenter la production dans le but de satisfaire les besoins du marché local et national. Visitant un nombre d'exploitations agricoles, le wali de Sidi Bel Abbès, Samir Chibani, a souligné que la priorité absolue accordée aux filières agricoles est orientée vers la transformation alimentaire, avant d'instruire les respon-

sables du secteur de la wilaya à augmenter la superficie allouée à la production au cours de la prochaine saison.

Dans une exploitation privée d'arbres fruitiers, dans la commune de Tenira, il a été souligné la nécessité d'œuvrer au développement de cette filière vitale, à l'encouragement des investissements et à la création de fermes pour ce genre de cultures agricoles d'une grande importance économique, surtout les arbres fruitiers adaptés aux zones arides. Inspectant une exploitation agricole de la commune de Tabia spécialisée dans la production et le séchage du raisin, le wali a reçu des explications sur les techniques modernes utilisées par le promoteur, notamment en

matière de séchage, ainsi que sur les méthodes de stockage.

Pour ce qui est de l'Entreprise nationale de production du sucre, dans la commune de Sfisef, l'accent a été mis sur la relance de l'activité de cette entreprise et sur l'exploitation de toutes les possibilités locales disponibles, notamment en ce qui concerne l'industrie de transformation.

Le wali de Sidi Bel-Abbès a visité une unité de production de champignons dans la commune de Amarna, une exploitation agricole spécialisée en élevage bovin dans la commune de Tabia et une unité publique de production avicole dans la commune de Boukhanifis.

TIZI-OUZOU. UNIVERSITÉ MOULOUD MAMMERI Conférence internationale sur les droits linguistiques le 17 octobre

Une conférence internationale de l'Académie internationale de droit linguistique sera organisée les 17, 18 et 19 du mois d'octobre en cours à l'Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou (UMMTO), a-t-on appris lundi de son premier responsable, le professeur Ahmed Bouda. La conférence, 17ème du genre, sera organisée en collaboration et en présence d'un représentant, de l'Académie internationale de droit linguistique basée au Canada, et de l'Institut de Linguistique appliquée de l'Université d'Adam Mickiewicz de Poznan en Pologne. La rencontre est "une invitation à réfléchir sur la façon dont la langue contribue à l'identité linguistique mais aussi à l'identité discursive, lesquelles pourraient favoriser la reconnaissance de la diversité culturelle et de la cohésion sociale", souligne un communiqué de l'UMMTO. Le communiqué explique que "l'identité linguistique ne doit pas être confondue avec l'identité discursive puisque ce n'est pas la langue qui témoigne des spécificités culturelles, mais le discours". Aussi, précise le document, elle intervient, dans le même esprit et contexte de la décennie internationale des langues autochtones (2022-2032) de l'UNESCO qui s'est engagée à placer le multilinguisme au cœur des sociétés. Dans un appel à communication lancé en mai dernier, il est indiqué que plusieurs thèmes relatifs à cette problématique seront abordés lors de cette rencontre. Il s'agit, entre autres, du droit des langues et droits linguistiques, du droit à la langue, son enseignement et son usage, des majorités et minorités linguistiques, de l'aménagement linguistique et politiques linguistiques ainsi que de l'analyse du discours juridique portant sur les droits linguistiques et les statuts des langues.

SPÉCULATION

Saisie de 200 qx de semoule

Une quantité de 200 qx de semoule, destinée à la spéculation illégale, a été saisie dans la commune de Tizi-Ouzou par les services de la Gendarmerie nationale, rapporte, lundi, un communiqué du groupement territorial de ce corps de sécurité.

La saisie de cette quantité de semoule a été faite lors d'une opération de contrôle effectuée par les éléments de la Gendarmerie conjointement avec les services de la direction du Commerce, sur la base de renseignements faisant état qu'un commerçant stockait ce produit dans un local à la nouvelle-ville, a-t-on signalé. Arrivés sur les lieux, les éléments de la brigade de sécurité et d'intervention (BSI) de la Gendarmerie ont découvert 800 sacs de 25 kg de semoule de blé dur stockés depuis plusieurs jours, selon les déclarations du mis en cause dans cette affaire, a-t-on ajouté de même source.

Une enquête a été ouverte par les services de la gendarmerie autour de cette affaire alors qu'un appel aux citoyens à dénoncer ce genre de comportement, visant à créer la spéculation et le monopole sur de produits de large consommation, été lancé par ce même corps de sécurité.

GLISSEMENT DE TERRAIN AU VENEZUELA

36 morts et peu de chances de retrouver des survivants

L'espoir s'amenuisait hier au Venezuela où les équipes de secours étaient pessimistes concernant les chances de retrouver des survivants parmi les 56 personnes portées disparues dans une coulée de boue qui a fait au moins 36 morts à Las Tejerías, une petite ville du centre-nord du Venezuela.

Ce pays fait face à des précipitations exceptionnelles depuis le mois de septembre. Les pluies diluviennes ces derniers jours ont provoqué le débordement de ruisseaux et des glissements de terrain à Las Tejerías (50.000 habitants), située à flanc de montagne. Ce sera "difficile" de retrouver des survivants après la catastrophe de samedi, a affirmé à l'AFP sous couvert de l'anonymat un membre de la Protection civile. "Ca fait déjà deux jours et si elles (les victimes) ne sont pas mortes avec les coups de pierres et des branchages emportés par le courant, elles sont mortes d'hypothermie". Le bilan provisoire de "36 personnes mortes et 56 personnes disparues", annoncé par le ministre de l'Intérieur Remigio Ceballos en milieu d'après-midi devrait donc s'alourdir au niveau du nombre de morts. "On est guidés par l'odeur (de décomposition des corps) et aujourd'hui on a senti cette odeur dans plusieurs maisons", a confié un pompier, également sous couvert d'anonymat. 3.000 hommes ainsi que de nombreux habitants participent aux recherches à l'aide de pioches, de pelles et de tout ce qu'ils peuvent trouver, a constaté l'AFP. Las Tejerías est envahie par la boue et d'innombrables débris.

DEUIL NATIONAL

De nombreuses maisons et commerces ont été détruits par la coulée de boue qui a tout emporté sur son passage: arbres, voitures, murs de maisons, etc. Le



président Nicolas Maduro, qui a décrété trois jours de deuil dimanche, a visité la zone lundi. "Nous emportons avec nous la douleur, la clameur, le désespoir, les larmes du peuple mais ils doivent savoir que Tejerías se relèvera comme le phénix, Tejerías renaîtra", a lancé le président, qui a promis de reconstruire tous les commerces et maisons détruits. La vice-présidente Delcy Rodríguez a indiqué que 317 maisons avaient été "complètement détruites" et 757 "touchées" par le glissement de terrain. M. Ceballos avait parlé la veille d'"une quantité record de précipitations" tombée sur la ville, assurant que le volume moyen d'eau en un mois était tombé en un jour. "Ces fortes pluies ont saturé le sol", avait ajouté le ministre, les attribuant au "changement climatique" et au passage de l'ouragan Julia au nord du Venezuela, qui s'est complètement dissipé lundi à 21H00 GMT au-dessus du Guatemala. "J'étais piégé par les flots et je n'avais pas d'autre choix que de grimper sur le toit et de

m'accrocher à l'antenne", raconte José Santiago, 65 ans. "L'eau m'arrivait jusqu'au cou. J'étais prêt (à mourir). S'il avait plu cinq minutes de plus, je me noyais". "Tejerías ne sera plus jamais la même, nous partons car il est impossible de s'en remettre", a lâché, bouleversé, Isaac Castillo, un commerçant de 45 ans.

COLLECTES POUR LES VICTIMES

Ces dernières semaines, cette saison des pluies atypique et ces trombes d'eau qui s'abattent sur le Venezuela avaient déjà provoqué la mort de treize personnes dans d'autres régions du pays. Plusieurs abris pour les familles touchées ont été mis en place à Maracay, capitale de l'Etat d'Aragua où se trouve Las Tejerías. A Caracas et ailleurs, des points de collecte de dons ont été mis en place: "J'ai apporté de l'eau potable, du lait en poudre, des bonbons pour les enfants et quelques vêtements pour garçons", explique Karla Cuervo, 39 ans, mère au foyer, en déposant un colis à Caracas. "J'espère qu'il y aura plus de dons. Parce qu'il y a des gens qui n'ont plus rien, plus rien..." Outre la catastrophe de Las Tejerías, des inondations et des glissements de terrain se sont produits dans plusieurs autres endroits du pays pendant le week-end, notamment dans l'Etat de Zulia, berceau pétrolier du Venezuela, ou à Choroni sur la côte caraïbe. En 1999, quelque 10.000 personnes étaient mortes dans un important glissement de terrain dans l'Etat de Vargas (nord).

HAÏTI

Des milliers de manifestants dans les rues contre l'appel à l'aide étrangère

Des milliers de Haïtiens ont manifesté lundi à Port-au-Prince pour protester contre le gouvernement et son appel à l'aide étrangère afin de faire face à l'insécurité endémique, à la crise humanitaire et à une épidémie naissante de choléra. Au lendemain d'un appel du chef de l'ONU au déploiement d'une force armée internationale en Haïti pour aider un pays "paralysé", la manifestation dans la capitale a été émaillée lundi de violences, de scènes de pillages et la police a fait usage de gaz lacrymogènes pour disperser la foule, ont rapporté des médias. Plusieurs personnes ont été blessées par balle et une personne a été tuée, a également constaté le correspondant de l'AFP. Les organisateurs ont accusé la police d'être à l'origine de ce décès. "Cette jeune fille ne représentait aucune menace. Elle a été tuée en exprimant son désir de vivre dans la dignité", a dénoncé un manifestant quadragénaire qui a souhaité conserver l'anonymat. "Les Etats-Unis et le Canada font de l'ingérence dans les affaires internes de Haïti", a dénoncé un autre manifestant. "Nous avons certes besoin d'aide pour développer notre pays. Mais nous n'avons pas besoin de bottes. De plus, ce gouvernement n'a pas de légitimité pour demander une assistance militaire. Nous nous opposons à cette option", a-t-il ajouté. Haïti est le théâtre depuis plusieurs semaines de manifestations violentes et de pillages, après l'annonce par le Premier ministre Ariel Henry d'une hausse des prix des carburants. Des manifestations appelant à sa démission, et qui s'opposent désormais à son appel à l'aide internationale, ont également lieu dans d'autres villes du pays. Le gouvernement haïtien a officialisé vendredi sa demande à la communauté internationale pour une "force spécialisée armée" afin de "stopper, sur toute l'étendue du territoire, la crise humanitaire" provoquée par l'action des gangs, qui gangrènent le pays. Dimanche, le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a "exhorté la communauté internationale (...) à examiner en urgence" cette demande. Il a dénoncé dans une lettre aux membres du Conseil de sécurité "les bandes criminelles qui ont pris le contrôle d'infrastructures stratégiques telles que le port international de Port-au-Prince et le principal terminal de carburant du pays (Varreux)". A cette situation de pénurie d'hydrocarbures s'ajoute la résurgence du choléra, trois ans après la fin d'une épidémie qui avait fait plus de 10.000 morts. Déjà 32 cas confirmés de la maladie et 16 décès ont été recensés sur la période du 1er au 9 octobre, selon un point lundi du ministère haïtien de la Santé publique.

GRANDE BRETAGNE

La justice étudie la demande d'un référendum d'indépendance en Écosse

La Cour suprême britannique se penche depuis hier sur la demande du gouvernement écossais d'organiser un nouveau référendum d'indépendance, sans l'accord de Londres qui estime qu'un tel scrutin ne peut avoir lieu qu'une fois par génération. Malgré le refus répété du gouvernement britannique, la Première ministre écossaise Nicola Sturgeon, cheffe du parti indépendantiste SNP, avait annoncé en juin vouloir organiser en 2023 un nouveau référendum sur l'indépendance de la nation britannique. Anticipant un bras de fer judiciaire avec le gouvernement à Londres, elle avait pris les devants en saisissant la Cour suprême pour que celle-ci détermine si le Parlement écossais avait le pouvoir de légiférer sur la

question sans l'accord du gouvernement britannique. "Si Westminster (l'exécutif à Londres, NDLR) avait le moindre respect pour la démocratie écossaise, ce passage devant la cour ne serait pas nécessaire", a fustigé Nicola Sturgeon lundi lors du congrès de son parti. "La question a toujours été vouée à finir devant les tribunaux, tôt ou tard --et mieux vaut tôt", a-t-elle ajouté, répétant que si la Cour suprême lui donnait raison, le référendum "consultatif" d'indépendance aurait lieu le 19 octobre 2023. "L'Ecosse devrait-elle être un pays indépendant?", souhaite-t-elle demander aux Ecossais qui sont, selon les sondages, encore très divisés sur la question. Déjà consultés sur le sujet en 2014, ils avaient voté à

55% pour rester au sein du Royaume-Uni. Mais les indépendantistes estiment que le Brexit a changé la donne, les Ecossais s'y étant opposés à 62%, et souhaitent que l'Ecosse rejoigne l'Union européenne en tant qu'Etat indépendant. S'appuyant sur le premier référendum, l'ancien chef du gouvernement britannique Boris Johnson avait balayé la perspective d'un nouveau plébiscite, soutenant qu'un tel vote ne pouvait se produire "qu'une fois par génération". La nouvelle Première ministre britannique Liz Truss s'est montrée très ferme, assurant qu'elle "n'autoriserait pas" un référendum. "Je suis très claire sur le fait qu'il ne devrait pas y avoir d'autre référendum avant la prochaine génération", a-t-elle déclaré.

ÉTATS-UNIS

L'ouragan Ian a fait plus de 100 morts

Le bilan de l'ouragan Ian, un des plus violents de l'histoire américaine récente, qui a frappé le sud-est du pays fin septembre, a atteint lundi 107 morts, ont indiqué les autorités locales. A elle seule, la Floride, État le plus durement touché, déplore au moins 102 décès, selon les derniers chiffres communiqués par les autorités de médecine légale. Cinq autres personnes sont mortes en Caroline du Nord. Ces chiffres officiels sont amenés à évoluer, et certains médias américains évoquent un bilan encore plus lourd. L'ouragan Ian est l'un des ouragans les plus meurtriers à avoir frappé les États-Unis depuis le début du siècle. Son bilan reste toutefois bien moindre que celui de Katrina, qui avait dévasté la Louisiane et tué 1.800 personnes en 2005. Ian, ouragan de catégorie 4 quand il a touché terre en Floride, avait submergé des quartiers entiers, détruisant maisons, ponts ou lignes électriques. L'ouragan s'était ensuite affaibli en se dirigeant vers l'Atlantique, avant de se renforcer de nouveau et d'atteindre la Caroline du Sud, touchant également la Caroline du Nord. Les autorités ont affirmé qu'il faudrait des mois et 50 milliards de dollars, voire plus, pour reconstruire les zones côtières dévastées en Floride.

CINÉMA

Conférence sur le 7^e art algérien et les principaux défis rencontrés

Une conférence sur le cinéma algérien a été organisée, lundi à Alger, avec la participation de plusieurs jeunes chercheurs qui ont présenté des communications sur l'histoire du 7^e Art en Algérie et les principaux défis auxquels il fait face aujourd'hui à l'image de la récupération, la restauration et la numérisation des archives.

Organisée en présence du conseiller du président de la République chargé de la culture et de l'audiovisuel, Ahmed Rachedi et de plusieurs réalisateurs cinématographiques, cette conférence vise à "ouvrir les perspectives de coopération entre le monde de la recherche académique dans le cinéma et la créativité cinématographique", tout en insistant sur "l'importance de la théorie et de la recherche académique dans cet art", a déclaré le chercheur Fayçal Sahbi. Intitulée: "Cinéma algérien, regards croisés", la conférence a été ouverte par une communication présentée par le chercheur spécialisé dans les archives du cinéma algérien, Nabil Djedouani, sur "la nécessité de récupérer le patrimoine cinématographique algérien se trouvant dans plusieurs pays tels que la France et l'Italie pour sa restauration, sa



numérisation et sa valorisation". Activant dans la collecte du patrimoine du cinéma algérien, le chercheur Djedouani a lancé en 2012 un projet sur Facebook intitulé "Archives numériques du cinéma algérien", qui compte plusieurs documents d'archives, entre autres des films, des vidéos, des revues, des photographies et des affiches, avec l'objectif de faire connaître et promouvoir le cinéma algérien.

La chercheuse académicienne spécialisée dans le cinéma algérien, Manel Zeghar a, quant à elle, présenté une com-

munication intitulée "Les nouvelles attentes du cinéma et du public en Algérie durant le 21^e siècle", par laquelle elle a évoqué plusieurs problématiques posées dans la recherche scientifique dans le domaine du cinéma. L'académicien Zine Abdelhak de l'Université d'Oran 2 a abordé le thème des festivals des films cinématographiques en Algérie, avec la présentation d'un aperçu sur les différentes structures et les établissements ainsi que les cadres juridiques régissant la production des films en Algérie et les festivals nationaux et internationaux.

PRÉVUE JUSQU'AU 20 OCTOBRE À ALGER

Ouverture de la Semaine culturelle coréenne

La Semaine culturelle coréenne 2022 s'est ouverte, lundi à Alger, par l'inauguration d'une exposition mixte d'œuvres calligraphiques d'artistes coréens et algériens, conjointement organisée par l'Ambassade de la République de Corée et l'association d'Amitié algéro-coréenne.

Prévue jusqu'au 20 octobre à Alger, la Semaine culturelle coréenne a été inaugurée par l'Ambassadeur de la République de Corée, Sem Kim Chang-mo, à la Galerie Mohamed-Racim d'Alger, en présence des représentants de différentes missions diplomatiques accréditées à Alger et de l'écrivain et président de l'association d'Amitié algéro-coréenne, Mohamed Magani, invités au vernissage de cette exposition visible jusqu'au 13 octobre. Six artistes coréens, Kwon Young-gyo, Sin Seungwan, Lee You-Jin, Shin Dong Wook, Choi Jaegun et Heo Wook, ainsi que trois algériens, Rédha Khouane, Abdelkrim Khacef et Khalel Sebaa animent cette exposition qui établit "des passerelles d'échanges" entre le "Hangeul" (système d'écriture coréen) dont la Journée est célébrée le 9 octobre de chaque année, et de la calligraphie arabe. "Avec la coopération de l'association d'amitié Corée-Algérie, cette exposition a également pour but de promouvoir les échanges culturels entre nos deux pays" a déclaré l'ambassadeur de Corée en Algérie, ajoutant: "J'espère que l'exposition

pourra permettre à nos deux peuples de se comprendre et se rapprocher davantage". Par ailleurs, la Semaine culturelle coréenne 2022, prévoit également, le 17 octobre au palais de la Culture Moufdi-Zakaria, une cérémonie de remise des prix aux lauréats du concours de la langue coréenne, placé sous le thème: "Qu'est ce que la Corée ou la langue coréenne évoquent pour moi ?". Les

douze meilleurs candidats ayant participé au concours présenteront oralement leurs textes et les gagnants seront sélectionnés suite à l'évaluation des membres du jury sur la base de l'originalité et le mode de présentation, la maîtrise de la grammaire et de la prononciation. Côté cinéma, et dans le cadre des activités du groupe de coopération "MIKTA", réunissant, entre

autre, le Mexique, l'Indonésie, la République de Corée et la République de Turquie, l'Ambassade de la République de Corée devrait projeter, le 19 octobre à la salle Ibn-Khaldoun à Alger, le film "Escape from Mogadishu".

Une démonstration culinaire est également au programme de la manifestation, pour faire découvrir au public les saveurs de la Corée.

ÉTATS-UNIS

Netflix s'allie de manière inédite avec les salles obscures

La plateforme de streaming Netflix, longtemps accusée d'être le fossoyeur du cinéma, vient de nouer une alliance inédite avec trois grands réseaux de salles obscures aux États-Unis, en leur laissant la primeur pour projeter le deuxième opus de la franchise à couteaux tirés.

Glass Onion : une histoire à couteaux tirés, film à énigmes où la superstar britannique Daniel Craig interprète un sagace détective, sortira au cinéma pendant une semaine du 23 au 29 novembre, selon un communiqué publié jeudi.

Le géant du streaming a passé un accord avec trois réseaux majeurs de cinéma américains, Regal, AMC et Cineworld, pour leur accorder cette exclusivité : les abonnés de la plateforme devront, eux, attendre jusqu'au 23 décembre pour voir le film à la maison. Le long métrage sera projeté dans seulement 600 salles, essentiellement aux États-Unis et dans d'autres marchés comme la Grande-Bretagne, l'Espagne, l'Australie ou l'Allemagne, mais pas en France.

Cette union entre le groupe de Reed Hastings et les salles de cinéma fait figure de petite révolution : jusqu'ici Netflix s'autorisait des incursions dans les salles obscures pour des

opérations marketing lors de festivals, ou pour permettre à ses films de concourir aux Oscars, mais n'avait jamais passé un accord comme celui-ci.

Les salles de cinéma tentent actuellement de faire revenir une partie du public qui a déserté après la pandémie. De l'autre côté, la féroce compétition entre plateformes (Disney+, Apple TV+, Amazon Prime Video, Netflix, Hulu, HBO Max) provoque une crise de croissance chez Netflix.

Le vétéran du secteur a perdu près de 1,2 million d'abonnés au premier semestre, une première depuis dix ans. Dans ce contexte, le réseau de salles AMC a salué ce mariage de raison. «Les salles de cinéma et les plateformes de streaming peuvent continuer à co-exister», a estimé son patron, Adam Aron, cité dans un communiqué, en souhaitant «plus de coopération entre AMC et Netflix».

En coordonnant la sortie d'une superproduction comme celle-ci, «les cinémas gagneront plus d'argent en ayant plus de titres à montrer, et, grâce à la plus grande résonance culturelle que ces films peuvent tirer d'une sortie en salle, ils finiront par être diffusés à un public plus large lorsqu'ils seront également visionnés sur des plateformes de streaming», a-t-il estimé.

FESTIVAL CULTUREL DE LA MUSIQUE ET DE LA CHANSON DU M'ZAB La 9^e édition en décembre prochain

La neuvième édition du festival culturel local de la musique et de la chanson du M'Zab se tiendra du 25 au 28 décembre prochain à Ghardaïa, a-t-on appris lundi auprès de la direction de la culture et des arts de la wilaya. "Cette nouvelle édition qui devra réunir une pléiade de troupes artistiques et de jeunes talents ainsi que des groupes de musique issus des différentes contrées de la wilaya sera une occasion pour faire connaître au public les subtilités de la très belle musique et chanson du M'Zab", a indiqué le directeur du secteur, Abdeldjabar Belahcen. "Cet événement ambitionne de faire renaître le patrimoine immatériel du M'Zab afin de lui donner la place qui lui échoit et de capitaliser les acquis des précédentes éditions afin de mettre en valeur les jeunes talents et les jeunes artistes de la région", a souligné, M. Belahcen, également commissaire du festival. Cette manifestation culturelle et artistique prévoit une multitude d'activités culturelles, des conférences et tables rondes sur la chanson ainsi que des soirées artistiques et poétiques pour le grand bonheur des mélomanes et autres férus de la musique et chants du M'Zab.

BOX-OFFICE NORD-AMÉRICAIN "Smile" toujours en tête

Le film d'horreur psychologique "Smile" s'est classé en première position du box-office aux États-Unis et au Canada pour la deuxième semaine consécutive, devant la comédie musicale pour jeune public "Enzo le Croco". "Smile", production Paramount signée du réalisateur Parker Finn, a recueilli 17,6 millions de dollars de recettes entre vendredi et dimanche, selon les estimations du cabinet Exhibitor Relations. Le film raconte l'histoire perturbante d'une thérapeute, incarnée par Sosie Bacon - fille des acteurs Kevin Bacon et Kyra Sedgwick - qui commence à perdre le sens des réalités après avoir été témoin d'un événement horrible impliquant une patiente. "Enzo le Croco", adapté d'un livre pour enfants, arrive deuxième avec 11,5 millions de dollars pour son premier week-end. Le crocodile découvert par un petit garçon dans sa maison de New York chante et enchante sa nouvelle vie dans la mégapole, avec Javier Bardem dans la peau de son extravagant propriétaire. "Amsterdam", dans lequel les personnages incarnés par Christian Bale, Margot Robbie et John David Washington se retrouvent mêlés à une intrigue politique dans l'Amérique des années 1930, atteint la 3^e position avec 6,5 millions de dollars de recettes pour ses premiers jours dans les salles obscures. Une déception, note l'analyste David Gross, pour un film au budget important, écrit et réalisé par David Russell. "The Woman King", épopée historique de guerrières du royaume du Dahomey (Afrique de l'Ouest) au XIX^e siècle, avec l'actrice oscarisée Viola Davis à l'affiche, glisse ce week-end à la quatrième place avec 5,3 millions de dollars. En cinquième (3,5 millions de dollars) arrive "Don't Worry Darling", sorte de "Truman Show" angoissant planté dans une petite ville modèle construite en plein désert par un mystérieux homme d'affaires où le bien-être matériel est garanti mais dont il est interdit de sortir. Le film d'Olivia Wilde, dans lequel figure son compagnon Harry Styles, était premier puis deuxième les semaines précédentes.

Voici le reste du top 10:

- 6 - "Avatar" (en rediffusion, 2,6 millions de dollars)
- 7 - "Barbarian" (2,2 millions)
- 8 - "Bros" (2,2 millions)
- 9 - "Terrifier 2" (925.000 dollars)
- 10 - "Ponniyin Selvan: Part 1" (920.000 dollars)



HIPPODROME BAZER SAKHRA - EL EULMA
MERCREDI 12 OCTOBRE 2022 - PRIX : LIBAS - PS.AR.NEE
DISTANCE : 1 000 M - DOTATION : 350.000 DA - DÉPART : 16H00
TIERCÉ - QUINTÉ

Un bel engagement pour Dhikra

L'hippodrome Bazer Sakhra d'El Eulma, avec ce prix qui porte le nom du grand champion Libas réservé pour chevaux de trois ans et plus arabe pur né-élevé n'ayant pas totalisé la somme de 21 000 dinars maintient toujours le cap en faisant le plein avec dix-huit bons galopeurs, qui seront sous les ordres du juge de départ, en piste pour une bataille plus difficile qu'il n'y paraît. Cela dit est mis à nos pronostics. Nous vous conseillons de ratisser le jeu et se méfier du 6 Fes de Sahel et le 12 Abla Al Madjd.

LES PARTANTS AU CRIBLE

1. JAOUADE. Débute en courses. À revoir.
2. FIZANE. Cette jument n'a pas été revue en piste depuis mi-mars passé. Elle risque de manquer de rythme. À revoir.
3. JOCAMBA. Sa course d'entrée en dernier a été assez bien négociée elle peut faire mieux ici. À reprendre.
4. OUNS EL KASBAH. N'arrive toujours pas à refaire surface. Tâche difficile.
5. ZAHWA LINA. Pas évident.
6. FES DE SAHEL. Tâche assez difficile. À revoir.
7. DHIKRA. Elle trouve ici un bel engagement pour déclencher son compteur gains. Pour la victoire.
8. EL QUASSID D'HEM. Ce cheval va faire un déplacement qui semble assez périlleux. Mais on peut dire qu'il est dans un excellent état physique.
9. DERB EL ABTAL. Cet ex-classique semble avoir assez perdu de sa superbe. Mais je pense qu'il trouve ici un lot qui peut être à sa portée. Méfiance.
10. KILAGA DE DILMI. Quoiqu'elle n'a pas été revue en piste depuis février passé, mais si on a fait appel au super jockey CH. Attal-

PROPRIÉTAIRE	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	POIDS	COR	ENTRAÎNEURS
ABZ. GUIRI	1	JAOUADE	A. LECHEHAB	57	1	AM. LACHEHEB
A. SAADOUN	2	FIZANE	A. LACHI	56	3	PROPRIÉTAIRE
B. BENSALEM	3	JOCAMBA	AB. ATTALLAH	55	18	PROPRIÉTAIRE
H. SAFSAF	4	OUNS EL KASBAH	M. BOUCHAMA	55	10	PROPRIÉTAIRE
ABH. GUESSOUM	5	ZAHWA LINA (0)	F. CHAABI	55	13	PROPRIÉTAIRE
Y. BELARBI	6	FES DE SAHEL	AH. CHAABI	55	12	PROPRIÉTAIRE
S. ROUICHI	7	DHIKRA	S. BENYETTOU	55	14	PROPRIÉTAIRE
N. BOUDRAF	8	EL QUASSID D'HEM	A. HEBRI	55	4	B. DEIFOUS
M. SEBTI	9	DERB EL ABTAL	O. CHEBBAH	54	16	PROPRIÉTAIRE
MS. LAHMICI	10	KILAGA DE DILMI	CH. ATTALLAH	54	15	B. LAHMICI
L. ZAABOUB	11	TF WADHA	B. BERRAH	53	17	PROPRIÉTAIRE
T. DILMI	12	ABLA AL MADJD	A. HAMIDI	53	7	PROPRIÉTAIRE
N. MEGUELATI	13	BADR BAYADAH	JJ : MS. AIDA	52	8	O. KECHROUD
A. LEHAS	14	SAMA AL DJENA	JJ : SH. BENYETTOU	52	5	S. ATTALLAH
H. DJELLOUL	15	NEDJMA DE CHOUKH	T. KOUAOUCI	52	9	PROPRIÉTAIRE
B. BENSALEM	16	GHAYMA	AP : Y. MOUISSI	51	8	PROPRIÉTAIRE
M. BECHAIRIA	17	FADHEL	A. YAHIAOUI	51	2	PROPRIÉTAIRE
A. SAADOUN	18	NACHWA	JJ : M. THAMEUR	50	11	PROPRIÉTAIRE

lah c'est qu'il y a du jus. Méfiance.

11. TF WADHA. Il faut surveiller de près ce genre de pouliche. Elle est capable de nous créer une désagréable surprise.
12. ABLA AL MADJD. Tâche délicate.
13. BADR BAYADAH. Débute en course. À revoir.
14. SAMA AL DJENA. Rien de probant. À revoir.
15. NEDJMA DE CHOUKH. Pas évident.
16. GHAYMA. Rien à voir..
17. FADHEL. Ce cheval a été mis au repos depuis le 13 mars après une belle victoire

sur les 1400 mètres. Je pense qu'il n'est pas là par hasard. Méfiance.

18. NACHWA. Elle est toujours confrontée à une tâche difficile. À revoir.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE

MON PRONOSTIC

7. DHIKRA - 9. DERB EL ABTAL - 10. KILAGA DE DILMI - 17. FADHEL - 11. TF WADHA

LES CHANCES

3. JOCAMBA - 2. FIZANE - 6. FES DE SAHEL

Bank of America va perdre des dizaines de milliers d'emplois

Le resserrement de la politique monétaire menée par la Réserve Fédérale (FED) pour maîtriser l'inflation entraînera la perte de dizaines de milliers d'emplois par mois au pays à partir du début de l'année prochaine, prévient Bank of America. Bien que le marché du travail soit resté étonnamment fort en septembre, la Fed travaille dur pour changer cela en augmentant agressivement les taux d'intérêt pour apaiser la demande. Le rythme de croissance de l'emploi devrait être réduit de moitié environ au cours du quatrième trimestre de cette année, a souligné Bank of America dans un nouveau rapport. Alors que la pression de la guerre de la Fed contre l'inflation augmente, la masse salariale non agricole commencera à diminuer au début de l'année prochaine, ce qui se traduira par une perte d'environ 175.000 emplois par mois au cours du premier trimestre, a indiqué la banque. Selon la même source, les pertes d'emplois se poursuivront pendant une grande partie de 2023. Le taux de chômage devrait grimper à environ 5% ou 5,5% au cours de la prochaine année, a estimé Michael Gapen, responsable de l'économie américaine à Bank of America, dans un entretien avec CNN.

Le Mexique dépose une nouvelle plainte contre l'industrie US des armes

Le Mexique a déposé devant la justice américaine une nouvelle plainte contre l'industrie des armes aux Etats-Unis, que le gouvernement mexicain accuse d'alimenter la violence des narco-trafiquants sur son territoire. Déposée devant un tribunal d'Arizona, cette deuxième plainte vise cinq entreprises d'armement installées dans cet état frontalier du Mexique, a indiqué le ministre des Affaires étrangères Marcelo Ebrard. Ces entreprises ont vendu "ces dernières années" des armes liées à des "délits très graves", d'après M. Ebrard. Au total 60% des armes saisies au Mexique ont été achetées dans une dizaine de comtés américains, pour la plupart le long de la frontière, d'après le ministre. "Si les Etats-Unis nous demandent de les aider (...) et de travailler ensemble contre le fentanyl (ndlr: un opiacé à l'origine d'overdoses en masse aux Etats-Unis) (...) nous voulons nous aussi qu'ils nous aident en réduisant ce flux d'armes qui nous fait beaucoup de mal", a plaidé M. Ebrard. La plainte s'appuie sur une nouvelle loi américaine pénalisant des prête-noms qui achètent des armes pour un tiers, avait indiqué le ministre la semaine dernière devant le Sénat.

16 942 infractions routières à Alger en un mois

Les services de la sûreté de wilaya d'Alger ont enregistré 16.942 infractions routières durant le mois de septembre 2022, a indiqué hier, un communiqué de ces services. Les brigades de la Police générale et de la réglementation ont "effectué 5.726 contrôles des activités commerciales, donnant lieu à 96 décisions de fermeture", a précisé la même source. La direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) rappelle les numéros vert 15-48 et de secours 17 et l'application "Allo Chorta" mis à la disposition des citoyens pour tout signalement

35 morts et 1 238 blessés sur nos routes en une semaine

Trente-cinq personnes ont trouvé la mort et 1 238 autres ont été blessées dans 1054 accidents de la route survenus durant la période du 2 au 8 octobre à travers plusieurs wilayas du pays, a indiqué hier, un communiqué de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Boumerdès où 4 personnes ont perdu la vie et 41 autres ont été blessées dans 40 accidents de la circulation, précise la même source.

Les secours de la Protection civile ont procédé, par ailleurs, à l'extinction de 1243 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés au niveau des wilayas d'Alger (176 incendies), Blida (69) et Tlemcen (62). Les unités de la Protection civile ont effectué, en outre, 6140 interventions pour le sauvetage de 415 personnes en situation de danger et l'exécution de 5.270 opérations diverses d'assistance.



26 734 unités psychotropes, 1,930 kg de cannabis, 64,42 grs de cocaïne saisis à Alger en septembre



Les services de la sûreté de wilaya d'Alger ont saisi, en septembre dernier, près de 2 kg de cannabis et 26.734 comprimés psychotropes, a indiqué, hier, un bilan de ce corps de sécurité. Les services de la sûreté de wilaya d'Alger ont traité plusieurs affaires en matière de lutte contre la criminalité, tous types confondus, notamment des affaires de trafic de stupéfiants, de psychotropes et de drogues dures, qui se sont soldées par la saisie, en septembre dernier, de 26.734 comprimés psychotropes, 1,930 kg de cannabis, 64,42 grammes de cocaïne, 242,40 grammes d'héroïne et 44 flacons de solution anesthésiante, précise-t-on de même source. Après parachèvement des procédures légales, "les suspects ont été présentés devant les juridictions territorialement compétentes.

20 000 hectares de cultures illégales de feuilles de coca détruits au Pérou

Le ministère de l'Intérieur du Pérou a commencé, la destruction de plus de 16,5 tonnes de drogue saisies entre juin et septembre dans diverses opérations de la Police nationale (PNP), qui constitue la troisième opération d'incinération de drogue en 2022. Le ministère a indiqué dans un communiqué qu'au cours de cette opération d'élimination, un total de 16.579 kg de drogue sera détruite, dont 5.142



kilos de pâte de base de cocaïne, 773 kilos de pâte de base de cocaïne mélangée, 7.400 kilos de chlorhydrate de cocaïne, 37 kilos de cocaïne mélangée au chlorhydrate, 3.215 kilos de marijuana et 9.318 kilos de dérivés d'amphétamines. Selon la même source, la PNP a réussi à saisir

plus de 70 tonnes de drogue du marché national et international jusqu'à présent cette année, dont 48 tonnes correspondent à de la cocaïne. D'autre part, le Projet spécial de contrôle et de réduction des cultures illégales à Alto Huallaga (Corah) a réussi à éradiquer environ

20.000 hectares de cultures illégales de feuilles de coca, dépassant ainsi l'objectif annuel établi de 18.000 hectares. "La lutte contre le trafic illicite de stupéfiants sera une tâche constante durant cette administration. Nous nous engageons à continuer à promouvoir les actions visant à lutter contre ce fléau tout au long de la chaîne de valeur, de l'éradication de la feuille de coca illégale à la destruction des stupéfiants", a déclaré le vice-ministre de l'ordre intérieur, Abel Gamarra.

L'ONG Oxfam alerte sur « la dangereuse augmentation » des inégalités

L'inaction des gouvernements face à des inégalités qui se sont fortement aggravées depuis la pandémie est "choquante", dénonce l'ONG Oxfam dans un rapport publié hier. Elles montrent que "les plus pauvres et vulnérables ont été les plus durement touchés par la maladie et ses profondes répercussions économiques", selon un communiqué accompagnant le rapport. Publié tous les deux ans, la version 2022 de l'indice sur l'engagement de réduction des inégalités (ERI, qui mesure les efforts des différents pays dans le monde) "montre clairement que la plupart des gouvernements n'ont pas pris de mesures concrètes d'envergure pour atténuer cette dangereuse augmentation des inégalités ». Pire: "alors qu'il s'agit de la pire urgence sanitaire que le monde ait connue depuis un siècle, la moitié des pays à revenu faible et intermédiaire ont réduit leurs dépenses de santé pendant la pandémie", et 70% leurs dépenses dans l'éducation, dénonce Oxfam. En outre, "malgré les énormes manques à gagner fiscaux et l'augmentation considérable de la fortune des personnes et des entreprises les plus fortunées pendant la pandémie, 143 pays sur 161 n'ont pas augmenté l'imposition des personnes les plus riches et 11 pays ont même réduit les impôts visant les plus favorisés", poursuit Oxfam.

AUX POINGS

«Le dialogue ouvert, franc et organisé entre l'Algérie et l'Union européenne sur les questions énergétiques doit tenir compte des objectifs, capacités et ressources des différentes parties, pour rendre possible ce rapprochement qui doit couvrir tous les aspects liés à l'énergie, et ne pas se limiter à la seule activité des hydrocarbures»

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane à l'ouverture du 2e Forum d'affaires Algérie-UE



Le Courrier

Quotidien national d'information
Edité par l'Eurl Millénium Presse

Siège social :
Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30
Compte bancaire :
BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :
Ahmed TOUMIAT

Administration-publicité :
Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35
023 70 94 22
023 70 94 30
023 70 94 31
Fax. : 023 70 94 26

Composition :
PAO Le Courrier d'Algérie

Publicité-ANEP :

1, Avenue Pasteur-Alger
Tél. : 021 73 76 78
Fax : 021 73 95 59

Impression :

- Centre : SIA
- Est : SIE
- Ouest : SIO
Diffusion : M.P. Diffusion

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :
3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine
Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran :
6, avenue Khedim Mustapha
Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira :
Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerrouf - Bouira.
Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles : lecourrierdalgerie@yahoo.fr redaction_courrier@yahoo.fr

MÉTÉO D'ALGER

Mercredi 12 octobre 2022

24 °C / 18 °C

Dans la journée : Averses
Vent : 15 km/h
Humidité : 75%

Dans la nuit : Averses
Vent : 8 km/h
Humidité : 88 %

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

HORAIRES DES PRIÈRES

Mercredi 16 rabi el awal 1444

Dohr : 12h35
Assar : 15h47
Maghreb : 18h19
Îcha : 19h37

Jeudi 17 rabi el
awal 1444
Sobh : 05h28
Chourouk : 06h54

MANDLA MANDELA MET À NU LE MAROC DEVANT L'ONU

« Nous exigeons la fin immédiate de l'occupation du Sahara occidental »

Le petit-fils de l'icône sud-africaine, Nelson Mandela, Mandla Mandela, a réaffirmé, devant l'ONU, son soutien en faveur de la cause du Sahara occidental, appelant le Maroc à renoncer à ses ambitions impérialistes au Sahara occidental et mette fin à l'occupation.

«Maintenant. Nous exigeons la fin immédiate de l'occupation. Nous exigeons la libération de tous les prisonniers politiques qui crouissent dans les prisons marocaines. Nous exigeons que le référendum d'autodétermination promis depuis longtemps soit mis en œuvre sans plus tarder», demande le petit fils de l'icône afri-



caine Nelson Mandela, le député et cadre de l'ANC Chief Nkosi, lors de la dernière réunion consacrée aux interventions des pétitionnaires devant la Quatrième Com-

mission chargée de la décolonisation. Aussi il a ajouté que la liberté ne peut être emprisonnée et la vérité ne peut être cachée. « La justice prévaudra et nous continuerons à mobiliser le mouvement de solidarité internationale en faveur de la cause du Sahara occidental » a-t-il souligné.

Dans son intervention, Mandla Mandela a rappelé à l'ONU le parallèle entre le régime de l'apartheid et l'occupation marocaine du Sahara occidental. « Les Sud-Africains étaient eux-mêmes victimes de l'occupation coloniale et l'apartheid et de ses machinations qui bouleversent la vie des peuples et réécrivent pour ainsi dire la trajectoire de développement d'une nation ». Pour lui, « Il relève de l'impossibilité pour nous de garder le silence face à l'injustice et à l'occupation d'un autre peuple ». Il a, à ce titre, rappelé les résolutions de l'ANC et des dirigeants sud-africains de soutien au Sahara occidental et le droit à l'autodétermination avec la mise en œuvre de la promesse de longue date d'organiser le référendum. Tout en soulignant que: « Nous ne pouvons pas nous reposer tant que le Sahara occidental reste sous occupation », il a affirmé que « C'est notre engagement et c'est une position à laquelle nous nous tiendrons sans équivoque jusqu'à ce que la République sahraoui soit libérée par l'exercice de son droit à l'autodétermination » affirme-t-il.

Sarah O.

SAHARA OCCIDENTAL

La 46^e EUCOCO les 2 et 3 décembre à Berlin

Le comité de supervision de la conférence européenne de soutien et de solidarité avec le peuple sahraoui (EUCOCO) a annoncé la tenue de la 46^e édition les 2 et 3 décembre à Berlin en Allemagne.

Le comité a souligné l'importance de ce rendez-vous pour la mobilisation du soutien international et du mouvement de solidarité pour mettre fin à l'exploitation illégale des ressources naturelles du Sahara occidental et appuyer ses institutions nationales. Le comité a mis en ligne ce lundi dédié à cet événement afin de permettre aux délégations de s'inscrire et choisir l'un des quatre ateliers prévus pour faire la lumière sur la situation des droits de l'Homme dans les territoires occupés du Sahara occidental et la situation des détenus politiques sahraouis dans les prisons de l'occupation.

Notamment le groupe de Gdeim Izik. Concernant cette 46^e édition de l'EUCOCO, le représentant du Front Polisario en Europe et auprès de l'Union européenne, Oubi Bouchraya Bachir, a indiqué que « le choix de Berlin découle de la grande importance de l'Allemagne sur les scènes européenne et mondiale face aux défis liés au dossier des ressources naturelles avec le prochain arrêt de la Cour européenne et le rôle attendu de l'Union européenne pour accélérer le règlement conformément au droit international et à la légalité » ajoutant que Le diplomate sahraoui a estimé que « la tenue de la nouvelle édition de l'EUCOCO intervient à un moment charnière pour la question sahraoui, marqué par de nombreuses victoires diplomatiques et juridiques pour le peuple sahraoui, et dans un contexte marqué également par le

retour à la lutte armée et le recours éhonté de l'occupation à des acteurs extérieurs pour déstabiliser la région ». Cette situation « impose la mobilisation du peuple sahraoui et de tous ses soutiens pour relever les défis actuels et accélérer le processus d'indépendance nationale », a soutenu M. Bouchraya Bachir. Par ailleurs, il a souligné que la 46^e édition de l'EUCOCO débouche sur une feuille de route de solidarité efficace pour 2023 qui réponde aux aspirations du peuple sahraoui.

Une délégation officielle de la République sahraoui prendra part à la 46^e Conférence européenne de soutien et de solidarité avec le peuple sahraoui, aux côtés d'importantes délégations internationales et de représentants du mouvement de solidarité avec le peuple sahraoui de plusieurs pays.

M. Seghilani

CONSEIL DE LA NATION

Benabderrahmane présente la Déclaration de politique générale du Gouvernement

Le Premier ministre, Aïmène Benabderrahmane, a entamé hier, la présentation, devant les membres du Conseil de la nation, de la Déclaration de politique générale du gouvernement, suivie des interventions des sénateurs qui se poursuivront aujourd'hui. La plénière, quant à elle, qui est prévue demain, sera consacrée aux interventions des présidents de groupes parlementaires et des réponses du Premier ministre aux interrogations soulevées par les sénateurs, a indiqué le Conseil de la nation dans un communiqué, avant de souligner que les travaux « seront sanctionnés par une motion sur la Déclaration ». Cette séance plénière a été présidée par le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, en présence des membres du gouvernement.

R. N.

MEMBRE DE LA COMMISSION MINISTÉRIELLE DE LA FATWA Cheïkh Abou Abdessalam n'est plus



Cheïkh Djaâfar Oulfaki connu sous le nom de "Abou Abdessalam", membre de la Commission ministérielle de la fatwa, est décédé hier matin à l'âge de 76 ans, des suites d'une crise cardiaque, a-t-on appris du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs. Né le 02 décembre 1946 à Akbou (Béjaia), le défunt a appris le Coran dans la mosquée de son village natal, avant d'obtenir une licence en langue et littérature arabes, pour poursuivre ensuite ses études en post-graduation. Feu Abou Abdessalam a occupé plusieurs postes au niveau du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, dont celui de directeur d'orientation et des rites, de directeur de l'orientation religieuse et de l'enseignement coranique et de directeur de la formation et du perfectionnement, et contribué à la formation des cadres de l'éducation et de l'enseignement universitaire. Il a également animé de nombreuses conférences dans les maisons de jeunes, les instituts de formation et les manifestations scientifiques avec le Haut conseil islamique (HCI), ainsi que la Semaine nationale du Saint Coran. Le regretté était connu pour ses précieuses contributions et participations aux émissions de Télévision et de Radio, dont les plus célèbres sont "Fatawa Ala Al moubacher" (prêches en direct) sur la Radio-Coran et "Fatawa Ala Hawaa" diffusée à la Télévision algérienne, en sus de la traduction du Saint Coran en langue amazighe.

R. N.

SOUS-RIRE

La Russie lance un déluge de feu sur l'Ukraine comme riposte à l'attentat du pont de Crimée

